



BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

07/02/2020

Axe Dimbokro-Bocanda-Ananda

P2

Amedé Kouakou lance les travaux d'aménagement et de bitumage

• Mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du premier plan décennal

P 3

Ce que dit le deuxième rapport du Chef de l'État

8^e Forum africain sur les Finances publiques

P 6

Les participants recommandent l'efficacité de la dépense

Société des transports abidjanais (Sotra)

P8

Le personnel rend hommage au Président Ouattara

Etudes d'impact environnemental

P14

65 bureaux d'études et conseils indépendants reçoivent leur agrément

Regard
C'est possible

Depuis hier, les Chefs d'État et de gouvernement africains sont réunis à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie. Pour leur 33^e sommet, ils ont décidé de plancher sur la problématique des crises sur le continent. Le thème retenu, qui devra guider toutes les actions cette année, est : "Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique". Les avis sont partagés sur la question. Les afro-pessimistes, il en existe encore malgré les progrès réalisés par l'Afrique, estiment que c'est un défi insurmontable pour les Africains. La preuve évidente, pour eux, c'est que sept ans après s'être promis de mettre un terme à toutes les guerres en Afrique en 2020, l'Union africaine est toujours à la recherche de la panacée pour que le continent baigne dans la paix et amorce son développement. La complexité

ETIENNE ABOUA

de la crise libyenne, avec tous ses avatars, notamment le terrorisme et le différend sud-soudanais sont là pour rappeler aux Africains que pour la paix, "il faudra repasser demain". Mais faut-il pour autant désespérer ? Pour les afro-optimistes, faire taire les armes est possible en Afrique. Il n'y a qu'à voir la réduction du nombre de conflits sur le continent. L'Afrique n'est plus cette partie du monde où les États étaient constamment en conflit. A y regarder de près, il n'y a pas plus de cinq conflits sur le continent. On se souvient que par le passé, on pouvait citer une dizaine ou une quinzaine de guerres en Afrique. Cette époque est révolue. C'est vrai qu'il y a la menace terroriste, mais elle est aujourd'hui mondiale. Regardons en Europe et comptons le nombre d'attentats sur cette partie de la terre. L'Afrique, à travers la matrice d'actions que représente l'Agenda 2063, est en passe de réussir son pari, sa course aux obstacles. Comme l'a souligné le Président Alassane Ouattara, samedi, lors de la présentation de son rapport, c'est ensemble que nous aurons l'Afrique que nous voulons. Les dirigeants font ce qu'ils ont à faire. Ils mettent en place des mécanismes de dialogue entre eux. Sur le plan national, ils créent les conditions d'une vie meilleure sur le continent. Il faut que les populations leur emboîtent le pas, en vivant en parfaite harmonie. Dans l'union, les Africains relèveront tous les défis.

Union africaine
Les Chefs d'État et de gouvernement s'engagent à faire taire les armes

Le Président Alassane Ouattara a pris part, hier, à la cérémonie d'ouverture du 33^e Sommet de l'organisation panafricaine.



Les Chefs d'État et de gouvernement veulent une Afrique en paix, tournée vers le développement.

Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique", c'est le thème qui guidera cette année les actions des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Hier, à l'ouverture de leur 33^e Sommet, ils ont pris l'engagement de mettre tout en œuvre pour que cessent les cliquets et crépitements d'armes sur le continent. Le président de la Commission de l'Union africaine, le Tchadien Moussa Faki Mahamat, a donné le ton dans son allocution : "2020 a été proclamée l'année pour faire taire les armes sur le continent. Comment réussir cette prouesse dans un continent aux prises avec des phénomènes prégnants tels que le terrorisme, les conflits intercommunautaires, les crises pré et post-électorales ou encore les différends entre États ? En agissant de manière concrète sur tous ces sujets et leurs causes profondes, en se donnant les moyens politiques, militaires et diplomatiques, le pari de faire taire les armes pourrait être gagné". Le président de la Commission de l'Union africaine a pris l'engagement solennel, alors que sa commission

est à son dernier mandat, "de redoubler d'effort pour que la prochaine trouve une situation plus assainie et plus propice à de nouveaux exploits sur la voie tracée par l'Agenda 2063, pour une Afrique pacifique, unie et prospère". Il a aussi indiqué qu'il faut des solutions africaines aux crises africaines. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-unies, Antonio Guterres, a fait remarquer, faire taire les armes n'est pas un défi insurmontable. Il en veut pour preuve les résultats déjà obtenus. "En ce qui concerne l'initiative visant à faire taire les armes, l'année écoulée a été marquée par un certain nombre de succès qui témoignent de la force et de notre partenariat. Nous avons entrepris ensemble, avec, un grand succès, des missions de médiation et de bons offices à travers le continent, notamment en soutien au processus électoral. Et nos efforts conjoints ont fait progresser la mise en œuvre d'accords de paix. Les événements récents au Soudan sont remarquables", a-t-il dit. Antonio Guterres a réaffirmé la volonté de l'Onu à aider l'Afrique à atteindre son objectif. Pour rester

collé au thème de l'année, il a, dans son allocution, évoqué la question des opérations de maintien de la paix. Selon lui, il faut passer à une autre étape. "Même renforcé, le maintien de la paix dans sa forme traditionnelle ne suffit souvent pas, en particulier là où il n'y a pas de paix à maintenir, comme nous le voyons au Sahel. Nous avons de plus en plus besoin d'opérations d'imposition de la paix et de lutte contre le terrorisme, entreprises par l'Union africaine et appuyées par l'Onu. L'expérience du G5 sahel montre que ces opérations doivent être mandatées par le Conseil de sécurité dans le cadre du chapitre VII de la Charte, et jouir d'un financement prévisible garanti par les contributions obligatoires. C'est évident pour le G5 sahel aujourd'hui, mais aussi pour la plus large coalition, qu'il faut bâtir pour vaincre le terrorisme en Afrique", a-t-il fait savoir. Le Chef de l'État égyptien, président sortant de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, a aussi indiqué que l'Égypte s'engagera fortement pour que le thème de cette année ne reste pas un vœu pieux. L'engagement de

l'Égypte se traduit concrètement par l'hébergement du centre de l'Ua pour la reconstruction et le développement post-conflit. Il a également indiqué qu'il faut des réponses africaines aux crises africaines. Le nouveau président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Ua, le numéro un sud-africain, Cyril Ramaphosa, a annoncé un sommet extraordinaire sur le thème de l'année. Au cours de celui-ci, une feuille de route sera adoptée. Au cours de la cérémonie d'ouverture, il a également été question de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Le président de la Commission de l'Ua a indiqué que des progrès ont été réalisés. "Le troisième chantier où les progrès ont été dignes de mention, c'est l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine. C'est un accord historique en ce sens qu'il consacre l'un des grands rêves des pères fondateurs de notre organisation et se situe au cœur des aspirations à l'intégration économique du continent". Mais pour lui, le succès de ce projet phare "reste tributaire du développement des piliers de sa promotion

dont les plus déterminants sont les infrastructures. Malgré les efforts fournis, un gap important reste à combler. A cela s'ajoute la libre circulation des personnes et des biens, dont le protocole n'a été signé que par 33 États et ratifié seulement par 4 États". Il a exhorté les États qui ne l'ont pas encore fait de le faire en toute diligence. Le nouveau président de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'organisation panafricaine a, lui, annoncé un sommet sur la mise en œuvre de la Zlecaf qui est un véritable outil d'intégration et de développement de l'Afrique. Il souhaite, dans ce vaste projet, la naissance d'une véritable industrie africaine avec des produits made in Africa. L'autonomisation des femmes et des jeunes était aussi à l'ordre du jour, hier, à Addis-Abeba. Les Chefs d'État et de gouvernement sont unanimes qu'il faut donner suffisamment de moyens aux femmes et aux jeunes, moteurs de développement.

ETIENNE ABOUA
ENVOYÉ SPÉCIAL À ADDIS - ABEBA

• Cyril Ramaphosa, nouveau président de l'Union africaine

Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République Sud-Africaine, a été élu président de l'Union africaine. C'est la deuxième fois que la nation arc-en-ciel dirige la conférence des Chefs d'Etat de l'Ua. Thabo Mbeki l'avait déjà fait. Cyril Ramaphosa sera secondé par Félix Tshisekedi, Président de la République démocratique du Congo. Il veut placer son mandat sous le signe de l'action. Déjà en mai, il présidera un sommet extraordinaire qui aura deux points à l'ordre du jour. Le premier, c'est le thème de cette année, Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique. Le second, la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Sur le premier point, le nouveau président de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Ua est déjà à la tâche. De bonnes sources, il aurait rencontré les protagonistes de la crise sud-soudanaise. Le Président Salva Kiir et Riek Machar. Bien qu'un sommet avait été prévu puis annulé, les Sud-Africains n'en démordent pas. Dans l'entourage du nouveau président de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouverne-



PHOTOS : PRÉSIDENCE

ment de l'Ua, c'est un impératif pour lui de ramener la paix au Soudan du Sud. Autre dossier qu'il compte régler, la crise libyenne. Cette crise a totalement déréglé le Sahel qui semble être la propriété des terroristes. Avec ses pairs, il compte proposer une solution africaine à ce conflit. Le second point, c'est la Zone de libre-échange continentale africaine. La Zleca, Zlec ou Zlecaf est un projet de zone de libre-échange en cours de création sur l'ensemble du continent africain. Elle doit regrouper la zone tripartite de libre-échange qui doit inclure le Marché commun de

l'Afrique orientale et australe (Comesala), la Communauté d'Afrique de l'Est (Cae) et la Communauté de développement d'Afrique australe (Sadc) avec, d'autre part, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), l'Union du Maghreb arabe et la Communauté des États sahélo-sahariens. L'objectif du projet est d'intégrer, à terme, l'ensemble des 55 États de l'Union africaine au sein de la zone de libre-échange. Tous les dirigeants africains sont unanimes, c'est

un bon outil d'intégration et de développement du continent. Cyril Ramaphosa, en coordi-

nation avec le Président du Niger, Mahamadou Issoufou, chargé de ce dossier, veut

donner un coup d'accélérateur à ce projet.

E. ABOUA

• Lutte contre le sida

L'Onusida salue les efforts de la Côte d'Ivoire

La directrice exécutive de l'Onusida et secrétaire générale adjointe des Nations unies, Winnie Byanyima a été reçue, hier, par le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara. Au cours de cette rencontre, elle a félicité la Côte d'Ivoire pour les efforts consentis en matière de lutte contre le sida. "Je suis venue voir le Président Alassane Ouattara pour lui traduire ma satisfaction pour ce qui se fait en Côte d'Ivoire en matière de lutte contre le sida. Nous l'avons félicité des énormes progrès qui ont été réalisés dans le domaine, pour lui dire aussi qu'il y a de la marge pour renforcer la prévention surtout en ce qui concerne les adolescents. Nous avons aussi parlé des questions de financements. Sur ce point, il a promis faire



Winnifred Karagwa Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA

des efforts pour que la Côte d'Ivoire perçoive beaucoup plus de ressources", a-t-elle indiqué. Elle a également fait savoir qu'avec tout ce qui se fait en Côte d'Ivoire, l'objectif d'atteindre le zéro sida à l'horizon 2030 est possible.

Elle fait aussi un plaidoyer auprès du Chef de l'Etat pour qu'il utilise son réseau et amène les pays contributeurs à augmenter leur appui.

E. A.

• Développement, sécurité, renforcement de coopération

Les sujets à l'ordre du jour de la rencontre Ouattara-Charles Michel

• Relation Côte d'Ivoire-Etats-Unis Matthew Harrington : " Nous sommes très impressionnés par le progrès économique de la Côte d'Ivoire "

Le Chef de l'Etat, Alassane Ouattara, a reçu, hier, à Addis-Abeba, Matthew Harrington, sous-secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines. Lequel a indiqué que ses échanges avec son hôte ont porté sur la coopération bilatérale. "Je viens d'échanger avec le Président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. Nous avons passé en revue la coopération bilatérale. Ce fut une bonne rencontre et nous sommes satisfaits. Nous avons parlé des progrès économiques de la Côte d'Ivoire; nous sommes très impressionnés par ces progrès. Comme vous le savez, ce pays a abrité la réunion de l'Agoa au mois d'août dernier. Évidemment, c'est un signe de la bonne coopération qu'il y a et nous comptons promouvoir le secteur privé



ivoirien", a-t-il déclaré. Le sous-secrétaire d'Etat adjoint aux affaires africaines

connaît la Côte d'Ivoire. Il y a séjourné en août 2019. Sur le site de l'ambassade des États-Unis, on apprend qu'en marge de sa présence sur les bords de la lagune Ebrié dans le cadre du Forum Agoa 2019, il a tenu à s'imprégner de l'évolution du programme Dreams du Plan d'urgence du Président américain pour la lutte contre le Sida (Pepfar). Dreams est un partenariat ambitieux visant à réduire les infections à Vih chez les adolescentes et les jeunes femmes dans 10 pays d'Afrique subsaharienne. En Côte d'Ivoire, le programme est mis en oeuvre dans les districts sanitaires de Cocody, Abofo, Daloa et Man. L'objectif est d'aider les jeunes filles de 10 à 19 ans à devenir des femmes déterminées, résilientes, autonomes, sans Sida, encadrées et en sécurité.

ETIENNE ABOUA



Le Chef de l'Etat a échangé avec le président du Conseil européen.

En marge du 33e Sommet de l'Union africaine qui se tient à Addis-Abeba, le Chef de l'Etat Alassane Ouattara a échangé hier avec le président du Conseil européen, Charles Michel. Au centre de leurs échanges, les sujets liés au développement, à la sécurité et au renforcement de la coopération avec la Côte d'Ivoire. Sur le premier point, il a expliqué qu'avec le Chef de l'Etat, il a évoqué les progrès réalisés,

en termes de développement, par la Côte d'Ivoire. Ils ont également parlé, a-t-il révélé, des différentes réformes qui rendent dynamique l'économie ivoirienne. Il a été aussi question de la sécurité dans la sous-région, notamment les effets du terrorisme. Charles Michel a annoncé pour bientôt une rencontre à Bruxelles, siège de l'Union européenne, pour parler du renforcement des capacités et pour appuyer les initiatives sur le terrain. Le président du

Conseil européen a indiqué qu'il a transmis une invitation à Alassane Ouattara pour approfondir la coopération entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne. Ces deux entités entretiennent d'excellentes relations. L'Union européenne appuie la Côte d'Ivoire dans de nombreux domaines. Notamment la santé, l'agriculture, des infrastructures, le développement local et bien d'autres secteurs.

E. A.

• Mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du premier plan décennal

Ce que dit le deuxième rapport du Chef de l'État

Le Président de la République Alassane Ouattara a présenté, samedi, en sa qualité de "champion" de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de son premier plan décennal, son deuxième rapport sur ces deux éléments devant conduire à la transformation de l'Afrique. C'était au cours d'un forum de haut niveau sur l'Agenda 2063. Dans son rapport, le Chef de l'État ivoirien a présenté les progrès réalisés, les défis à relever et les recommandations pour accélérer la dynamique enclenchée afin de parvenir à la réalisation des 7 grandes aspirations et des 20 objectifs stratégiques que l'Afrique s'est fixés.

Il a indiqué que depuis son dernier rapport, en 2019, sur l'état de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du premier plan décennal 2014-2023, des progrès variés ont été constatés. "Au regard des 7 grandes aspirations, le continent a atteint un taux d'exécution global de 32 %. Avec un score global de 48 %, l'Afrique présente des résultats satisfaisants pour l'aspiration 4 visant à bâtir « une Afrique pacifique et stable », en partie grâce aux mécanismes établis et aux capacités renforcées de maintien de la paix et de la sécurité sur le plan national et continental", a-t-il dit. Il a ajouté que grâce aux efforts collectifs et concertés des États membres pour rendre opérationnelle la Zone de libre-échange continentale

africaine, Zlecaf, "le continent a enregistré une performance de 44% dans la poursuite de la construction d'une Afrique intégrée". Au dire du "champion" de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et du plan décennal, "d'importants progrès sont à noter pour l'objectif « Un niveau de vie élevé, une qualité de vie et un bien-être pour tous ». Il a fait remarquer que concernant le réseau panafricain des services en ligne ou université virtuelle en ligne, les efforts conjugués des pays membres ont permis à plus de 22 000 étudiants d'obtenir des diplômes dans diverses disciplines de premier cycle et de cycles supérieurs. Il également signifié que pour ce qui est de l'aspiration 6, « une Afrique dont le développement est axé sur les populations, en s'appuyant sur le potentiel des peuples africains », une performance de 38 % a été atteinte.

Le Chef de l'État a également fait savoir que dans certains domaines, le continent n'a pas réalisé de fortes performances. "Quant à l'aspiration 3 relative à « la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice et l'État de droit », l'Afrique n'a enregistré qu'une performance de 16 %. Il en est de même pour l'aspiration 5 portant sur la promotion d'« une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, un patrimoine commun, des valeurs et d'éthique partagées » qui a réalisé un faible score de



Le Président Alassane Ouattara a présenté, samedi à l'Ua, son deuxième rapport sur l'Agenda 2063. (PH: PRÉSIDENTE)

12%", a-t-il dit. Dans les projets à accélérer, le Chef de l'État a évoqué le passeport africain et la libre circulation des personnes. "Concernant le passeport africain et de la libre circulation des personnes, trente-deux États membres ont signé le protocole instituant la Communauté économique africaine pour le droit de séjour, le droit d'établissement et la libre circulation des personnes.

Toutefois, à ce jour, un seul État membre, le Rwanda, l'a ratifié. Les directives relatives à la conception, à la production et à la délivrance du passeport africain ont été approuvées par l'Assemblée de l'Ua en février 2019", a-t-il poursuivi. Au titre des défis à relever dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et de son premier plan décennal, il a évoqué les difficultés liées

à la faiblesse des systèmes statistiques ; la faible mobilisation des ressources financières. Les disparités dans les niveaux de maturation et de mise en œuvre entre les projets phares, en raison notamment de la non-disponibilité des financements. L'absence d'études de faisabilité détaillées, l'insuffisance de personnel qualifié ou d'équipes de projet dédiées, la non-ratification par certains États membres, des lenteurs dans la communication autour de l'Agenda 2063, sa vulgarisation et son appropriation par et au sein des États membres.

En termes de recommandations, il a demandé aux États membres de renforcer le partage d'expériences et de bonnes pratiques à tous les niveaux. La sensibilisation plus accrue des acteurs nationaux. La mise en œuvre de la stratégie de communication prévue par la Commission de l'Union africaine. L'institutionnalisation et l'intégration de l'Agenda 2063 dans les législations nationales et les stratégies nationales de développement. La ratification accélérée des instruments portant sur la réforme institutionnelle de l'Ua et les projets phares de l'Agenda 2063 dans les différents pays. Le renforcement des capacités des ressources humaines des bureaux de statistique ainsi que leurs systèmes de suivi. L'accélération de la mise en œuvre du cadre stratégique de la mobilisation des

ressources intérieures pour le financement de l'Agenda 2063 et ses projets phares. La mise en œuvre de réformes structurelles majeures en faveur du développement de Petites et moyennes entreprises (Pme) locales, capables de soutenir la mise en œuvre de l'Agenda 2063.

Pour le Chef de l'État, "à mi-parcours de la mise en œuvre du premier plan décennal, il apparaît de plus en plus certain que la transition « vers l'Afrique que nous voulons » tous, est réalisable". Il suffit, pour ce faire, a-t-il déclaré, "d'accélérer la transformation économique du continent, de poursuivre la réalisation des Objectifs de développement durable et de réduire considérablement la pauvreté et le chômage dans nos pays. Mais, par-dessus tout, nous devons rattraper notre retard dans le domaine des infrastructures économiques et sociales et mettre fin aux conflits qui minent les progrès et l'intégration du continent. Nous devons travailler à mettre en œuvre les diligences qui incombent à chacun de nos pays pour la réalisation effective des aspirations, objectifs et projets phares de l'Agenda 2063".

La Présidente de l'Éthiopie, Sahle-Work Zewde; le Président botswanais, Mokgweetsi Masisi; l'ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine, Nkosazana Dlamini-Zuma et le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, ont salué le leadership du Chef de l'État. Ils se sont inscrits dans la voie qu'il a tracée. L'ancienne présidente de la Commission de l'Union africaine et le président de la Bad ont affirmé qu'on ne pouvait trouver meilleure personnalité que le Président Ouattara pour être le "Champion" de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Dans la soirée, le Chef de l'État a pris part au dîner de haut niveau des leaders africains pour la nutrition, au cours duquel il a mis en exergue les efforts de la Côte d'Ivoire en matière de lutte contre la malnutrition à travers, notamment, la création d'un Conseil national pour la nutrition, l'alimentation et le développement de la petite enfance et l'ouverture, en mars 2019, du Centre d'excellence régional contre la faim et la malnutrition ■

ETIENNE ABOUA

ENVOYÉ SPÉCIAL À ADDIS-ABEBA



De nombreuses personnalités, dont des membres du gouvernement, étaient présentes, samedi, à l'Ua.

• Les 7 aspirations et les 20 objectifs de l'Agenda 2063

L'Agenda 2063 est le schéma et le plan directeur visant à transformer l'Afrique en puissance mondiale de l'avenir. C'est le cadre stratégique du continent qui vise à atteindre son objectif de développement inclusif et durable. Il a été décliné en aspirations et en objectifs. Les aspirations, au nombre de sept, sont les suivantes : une Afrique prospère fondée sur la croissance inclusive et le développement durable ; un continent intégré, uni sur le plan politique et ancré dans les idéaux du panafricanisme et la vision de la renaissance africaine ; une Afrique de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit ; une Afrique vivant dans la paix et dans la sécurité ; une Afrique dotée d'une forte identité culturelle, d'un patrimoine commun et de valeurs et d'éthique partagées ; une Afrique dont le développement est axé sur



Les leaders africains souhaitent une appropriation par tous de l'Agenda 2063

les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celui des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants et une Afrique qui agit en tant qu'acteur et par-

tenaire fort, uni et influent sur la scène mondiale. Quant aux objectifs, ils sont au nombre de vingt. Ils se présentent comme suit : les populations africaines ont un niveau et une qualité de

vie élevés, une bonne santé et le bien-être. Les citoyens

sont bien formés et suffisamment qualifiés ayant pour support la science, la technologie et l'innovation. Les citoyens en bonne santé et bien nourris. Les économies structurellement transformées. Une agriculture moderne pour une productivité et une production accrues. Une économie bleue / océanique pour une croissance économique accélérée. Les économies et les communautés sont durables sur le plan environnemental et résilientes au climat. Une Afrique unie (fédérale ou confédérée). Les institutions financières et monétaires continentales sont établies et fonctionnent. Des infrastructures de classe internationale sur tout le continent. Les valeurs, les pratiques démocratiques, les principes universels des droits de l'homme, de la justice et de

l'État de droit seront pleinement ancrés. Des institutions capables et un leadership transformateur à tous les niveaux. La paix, la sécurité et la stabilité sont préservées. Une Afrique stable et pacifique. Une architecture africaine de paix et de sécurité (Apsa) entièrement fonctionnelle et opérationnelle. La renaissance culturelle africaine est prépondérante. Égalité complète entre les hommes et les femmes dans toutes les sphères de la vie. Une jeunesse engagée et responsable. L'Afrique participe de façon active et égale aux affaires internationales et un pilote de la coexistence pacifique. L'Afrique entièrement capable et dispose des moyens de financer son développement

ÉTIENNE ABOUA

• L'hommage d'Akinwumi Adesina au Président Ouattara

• Le Chef de l'État a échangé avec le Secrétaire général de l'Onu



Le Président Alassane Ouattara a été reçu, samedi, par Antonio Guterres. (Ph : PRÉSIDENCE)

Le Président de la République, Alassane Ouattara, a échangé samedi avec Antonio Guterres, Secrétaire général de l'Onu. La rencontre avait pour cadre le siège de l'Union africaine. De bonnes sources, les deux personnalités ont examiné la coopération entre les Nations unies et la Côte d'Ivoire. Rappelons que cette dernière a été, de janvier 2018 à décembre 2019, membre non permanent du Conseil de sécurité

de l'Onu. Au cours de son mandat, la Côte d'Ivoire a partagé son expérience de sortie de crise avec les autres pays du monde. Les Casques bleus ont quitté le pays en juin 2017 et tous les observateurs ont parlé de succès story. La rencontre de samedi a été aussi l'occasion pour le Président Ouattara et pour Antonio Guterres d'évoquer les questions régionales, notamment la lutte contre le terrorisme. La sous-région

fait présentement face aux attaques répétées de djihadistes. Il urge de trouver des solutions pour que les populations retrouvent la quiétude. La Côte d'Ivoire est fortement impliquée dans cette lutte, eu égard à la présence de militaires ivoiriens au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali ■

É. ABOUA



économiques de la Côte d'Ivoire depuis 2012 sont inédites dans le monde. « La Côte d'Ivoire est de manière constante depuis plus de cinq ans dans le peloton de tête des cinq économies du monde les plus performantes, en termes de taux de croissance », avait-il dit. En matière de gouvernance, il avait noté une réduction du taux de chômage. Et plus important, une augmentation du niveau de consommation et de la création de richesses ■

É. A.

Le président de la Banque africaine de développement a rendu un hommage appuyé au Président Ouattara, samedi au siège de l'Union africaine, lors du forum de haut de niveau sur l'Agenda 2063. « Vous êtes l'un des grands économistes du monde. Toutes vos actions sont couronnées de succès », a-t-il dit. Pour lui, Alassane Ouattara est le Président que tous les pays rêvent d'avoir. Il a su, a-t-il dit, remettre la Côte d'Ivoire sur le chemin du développement. « La Côte d'Ivoire est un exemple. Son taux de croissance est l'un des plus élevés au monde ». Rappelons qu'au terme d'une revue du portefeuille de la Banque africaine de développement (Bad), le 30 janvier à Abidjan, le vice-président, chargé du Développement Régional, Intégration et Prestation de Services de la

Bad, Khaled Sherif, avait indiqué que les performances

La Case des mots

Par BENOIT HILI

La parole sans contrôle

Frivole, la parole batifole, cabriole, telle la luciole. Elle console, cajole, aurole, déboussole, désole, affole. Par la parole, on vole et on dégringole. La parole fait des bestioles comme des idoles. On isole et on enrôle de la parole. Tantôt drôle, tantôt au vitriol, la parole joue tous les rôles. La parole qui vitriole, étiole ou immole. Et la parole folle est pire que la variolée. Bien de nécropoles sont nourries par le parole. Comme l'alcool, la parole a les effets de l'éthanol. Elle rend guignol, pousse au vol ou au viol. Ma parole, toute parole n'est pas parole ! Car dans ce jeu de rôles, une parole dépend de son rôle. Une nation qui décolle ou redécalle a besoin de paroles qui la consolent et non point de paroles qui l'affolent. En outre, une parole n'est parole que si elle se contrôle. Ainsi, la parole est une école. Et l'école de la bonne parole offre une boussole. Une parole sans contrôle ni boussole est comme un môme qui caracole à bord d'une Patrol ■

8^e Forum africain sur les Finances publiques

Les participants recommandent l'efficacité de la dépense

Ouvert le 6 février, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, les assises qui ont réuni les représentants de plusieurs pays, ont pris fin le lendemain.

Ouvertes le 6 février, au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire, les assises qui ont réuni les représentants de plusieurs pays ont pris fin le lendemain.

Le 8^e Forum africain sur les Finances publiques, organisé par le Fonds monétaire international (Fmi) et l'Union européenne en collaboration avec le gouvernement ivoirien a été une opportunité d'enrichissement mutuel sur la gestion des Finances publiques, selon Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances de Côte d'Ivoire.

Ces assises sur les Finances publiques avaient pour thème « *Relever les défis budgétaires à moyen et long termes - climat, objectifs de développement durable, planification à long terme* ».

Après deux jours de travaux, les participants ont mis en évidence plusieurs défis, notamment les contraintes que le change-



Le ministre Adama Coulibaly (au centre) s'est félicité de la qualité des recommandations issues de ce Forum. (PH: DR)

ment climatique fait peser sur les budgets des États ; la pression démographique qui a besoin d'être gérée efficacement afin d'en faire une opportunité de croissance ; le sous financement des besoins pour l'atteinte des objectifs de développement durable de l'Onu. Le secteur informel s'est révélé

être également un défi important puisque qu'il absorbe une part considérable des ressources des pays africains. Cependant, ces défis ne sont pas sans solutions. La digitalisation et l'incitation à l'investissement privé et l'efficacité de la dépense publiques sont des opportu-

nités à saisir pour améliorer la croissance économique, ont noté les participants. Le ministre de l'Économie et des Finances de la Côte d'Ivoire, Adama Coulibaly, a indiqué que le taux de croissance élevé enregistré par son pays ces huit dernières années est le résultat d'une gestion rigoureuse et

efficace des Finances publiques. L'adoption du budget programme qui est un mode de gestion privilégiant le résultat et la redevabilité est le témoignage de l'engagement du gouvernement à renforcer les acquis.

Par ailleurs, Adama Coulibaly a soutenu que le plan national de développement (Pnd) de la Côte d'Ivoire, cadre privilégié de l'action gouvernementale, est aligné à plus de 80% sur les objectifs de développement durable de l'Onu. Du coup, toutes les actions du gouvernement visent à réaliser les ODD ■

DAVID YA

Grand prix « Le Journal de l'Économie » René Yédiéti lauréat



entreprises) et le fait d'être épargné par les scandales. Deux autres prix spéciaux : l'ouverture aux médias et le fait d'être épargné par les scandales ont été attribués à René Yédiéti.

Amidou Traoré, directeur général de Côte d'Ivoire Énergies, et Bodiell N'Diaye, directeur général de l'entreprise Barrick Côte d'Ivoire ont obtenu respectivement le prix « Le journal de l'Économie » du patron d'entreprise ayant le meilleur bilan et le prix « Le Journal de l'Économie » du meilleur patron d'entreprise dans la catégorie Rse.

Selon Eugène Kadet, directeur général du Journal de l'Économie et promoteur du prix, « *Le Journal de l'Économie* » du meilleur patron d'entreprise, ces prix visent à inciter les entreprises nationales à performer, notamment dans les domaines autour desquels les critères d'évaluation sont établis.

Par ailleurs, le recours au vote des journalistes économiques, des professionnels de l'information en contact quotidiennement avec les entreprises, permet de garantir la crédibilité et l'indépendance du prix, a fait remarquer son promoteur ■

D. YA

Business du sport

Les Pme ivoiriennes invitées à s'impliquer davantage



Les ministres Félix Anoblé (à droite) et Paulin Danho ont représenté la Côte d'Ivoire aux Riges 2020, en France. (PH: DR)

Invitées à la 7^e édition des Rencontres internationales des grands événements sportifs (Riges 2020), à Paris, le ministre ivoirien des Sports, Paulin Danho, et son collègue de la Promotion des Pme, Félix Anoblé, ont pris une part active, du 5 au 7 février, à l'événement organisé par Business France, l'agence française chargée d'aider les entreprises françaises à se

déployer à l'international. C'est un rendez-vous phare de la filière sport mondiale dédié aux professionnels et entreprises de l'industrie du sport. Pour Félix Anoblé, ce fut l'occasion idéale pour inviter les Pme ivoiriennes - plusieurs ont pris part à l'événement - à s'impliquer davantage dans l'organisation des grands événements sportifs en Côte d'Ivoire et au niveau international. Afin de

tirer profit du business que génèrent les compétitions sportives. Selon ce dernier, « *l'organisation de la Can 2023 et la création prochaine de la filière sport en Côte d'Ivoire sont des défis que mon collègue en charge des Sports et moi entendons relever afin de booster notre économie locale par un business autour du sport porté par des Pme ivoiriennes dynamiques et compétitives* ».

Les Riges 2020 se sont déclinées en des séances de partage d'expériences, des rencontres B to B et des panels thématiques. Les deux émissaires du gouvernement ont co-animé un panel au cours duquel ils ont évoqué les opportunités d'affaires en Côte d'Ivoire, en mettant en exergue les avancées sur les dispositifs d'attractivité de l'écosystème des affaires, spécifiquement dans le domaine sportif. Ils ont fait allusion, par exemple, à la construction en cours de plusieurs infrastructures sportives, entre autres, les 200 agoras qui seront répan- dues sur toute l'étendue du territoire national. Ils ont aussi porté des réflexions sur la problématique de l'utilisation des infrastructures après les grands événements, l'implication véritable des Pme ivoiriennes dans l'organisation des grands événements, la formation et le transfert des compétences ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Rencontres d'Abidjan sur les Villes Durables Les solutions des villes africaines à partir de la Côte d'Ivoire

Le ministre Albert Amichia et son équipe abordent les derniers virages dans l'organisation de cet évènement prévu les 27 et 28 février.



Le ministre Albert Amichia et l'ambassadrice Stéphanie Rivoal, secrétaire générale du 28e Sommet Afrique-France 2020. (PH: DR)

La Côte d'Ivoire, dans son ambition de se positionner en agrégateur de solutions africaines, accueille les 27 et 28 février "Les rencontres d'Abidjan", portant sur la thématique des villes durables. Ces assises, placées sous la présidence du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly et sous la coordination du ministre de la Ville, Albert Amichia, réuniront les différents acteurs en charge de la politique urbaine en Afrique francophone, pour échanger et partager des solutions en vue de rendre les villes africaines durables. Pour le ministre ivoirien, la vision partagée par les chefs d'État et de gouvernements des pays africains, et également portée par les organisations continentales et régionales, implique des initiatives concertées à même d'apporter des réponses durables, aux défis actuels de l'ordre urbain. « C'est à cette ambition que répond le rendez-vous des Rencontres d'Abidjan qui entendent proposer des réponses innovantes en faveur du développement de territoires durables, à travers la co-construction et la synergie des acteurs comme une nécessité absolue », a-t-il indiqué.

Ces Rencontres d'Abidjan, à en croire le ministre François Amichia, seront meublées par des dialogues de haut niveau avec les acteurs engagés sur la ville durable afin d'échanger sur les positions et les orientations pour la ville durable africaine. Des sessions d'échanges sur des solutions, des stratégies et des expériences inspirantes seront également développées par les acteurs africains et français autour de huit secteurs prioritaires. En outre, une session spécialement dédiée à la femme autour du thème « Femmes au cœur des enjeux de la ville » est également prévue. Tout comme un débat sur les défis auxquels font face les mégapoles africaines, en vue d'identifier les actions futures à entreprendre pour accélérer leur développement inclusif. Le sujet de la ville durable est aujourd'hui au centre de nombreuses attentions, de par les défis et les opportunités qu'il présente. Cela est particulièrement révélateur pour les villes africaines qui connaissent une croissance urbaine deux fois supérieure à ce qu'a connu l'Europe dans l'histoire de son urbanisation.

En juin 2016, à Quito, les Objectifs de Développement Durable (Odds) ont été renforcés à travers le nouvel agenda urbain, référentiel mondial pour une urbanisation durable promouvant des villes sûres, inclusives, productives et résilientes, en un mot, des villes durables ■ GERMAINE BONI (Source : DIRCOM MINISTÈRE DE LA VILLE)

LE CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE ET LE GROUPE CARRÉ D'OR organisent une campagne de don de sang

"POUR LA COMMEMORATION DES ANNIVERSAIRES DE DECES DE HAJ IBRAHIM EZZEDDINE ET DE HAJ ATEF EZZEDDINE, POSE UN ACTE DE SOLIDARITE EN DONNANT UN PEU DE TON SANG POUR SAUVER DES VIES"

BILAN DES CAMPAGNES DE DON DE SANG

Le nombre de poches collectées lors des précédentes campagnes du groupe

2013 : 4 027 Poches de sang (3 campagnes)	2016 : 4 702 Poches de sang (2 campagnes)
2014 : 2 787 Poches de sang (2 campagnes)	2017 : 6 551 Poches de sang (2 campagnes)
2015 : 2 583 Poches de sang (2 campagnes)	2018 : 7 813 poches de sang (2 campagnes)
	2019 : 10 047 poches de sang (2 campagnes)

Tout le personnel du GROUPE CARRÉ D'OR et ses partenaires ainsi que tous ceux qui désirent se joindre à cette noble cause sont invités à se rendre sur les sites selon les dates suivantes:

DATE	SITE DE COLLECTE
MARDI 11 FEVRIER 2020	• NILE MICI EMBACI (Zone 4 et Zone Industrielle Koumassi)
MERCREDI 12 FEVRIER 2020	• CAPRACI (Zone industrielle yopougon) • FLEPACI (Zone industrielle yopougon) • MICRODIS (Zone industrielle yopougon) • CIPREMECI (Bonoua)
JEUDI 13 FEVRIER 2020	• POSTE ET TRIPOSTAL (Vridi)
VENDREDI 14 FEVRIER 2020	• GARE MALI (Vridi) • EX-METALIVOIRE (Vridi)
SAMEDI 15 FEVRIER 2020	• CICOTRA (Koumassi 05)
JEUDI 20 FEVRIER 2020	• TOMACI (VRIDI)
SAMEDI 22 FEVRIER 2020	• MMCI Usine (Port)

POUR TOUTES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES CONTACTER: Mr. COULIBALY: 04 93 94 92 / Mr. N'GORAN Price : 07 95 21 49

Société des transports abidjanais (Sotra)

Le personnel rend hommage au Président Ouattara

Les agents de la Société des transports abidjanais ont présenté, le 7 février, leurs vœux du nouvel an à leur directeur général.

Le personnel de la Société des transports abidjanais (Sotra) qui a présenté ses vœux à son directeur général, Méité Bouaké, le 7 février, à Sotra Industries, la filiale industrielle de la Sotra sise à la Zone industrielle de Koumassi, a proposé d'organiser une journée hommage au Président de la République, Alassane Ouattara. C'était pratiquement la seule doléance exprimée par les agents. Mais le Dg de la Sotra n'attendra pas cette cérémonie d'hommage pour traduire toute sa reconnaissance à l'homme qui a sonné la renaissance de la Sotra.



Le personnel de la Sotra a renouvelé à Méité Bouaké (à droite) son engagement à toujours travailler pour la prospérité de l'entreprise d'Etat. (PH: DR)

« Au moment même où nous nous présentons les vœux, des autobus Iveco, représentant la 1ère vague du 3e lot du programme d'acquisition de 2000 autobus neufs débarquent au Port d'Abidjan. En effet, la Sotra s'est engagée à transporter les Abidjanais dans les conditions optimales de régularité, de sécurité et de confort. Et c'est bien à un homme exceptionnel que notre société et les Ivoiriens doivent cette habitude de voir depuis quelques temps des autobus

neufs. J'ai nommé le Président Alassane Ouattara. Associez-vous à moi pour lui exprimer l'infinie reconnaissance de la Sotra à travers un standing ovation », a-t-il incité.

Si 2020 devra être l'année de la consolidation des acquis, selon Méité Bouaké, c'est effectivement parce que les années précédentes, la Sotra a parcouru du chemin, notamment en 2019. Sur le plan de l'exploitation. Avec une capacité opéra-

tionnelle forte de 1200 véhicules, la société d'Etat, avec un effectif de 5196 agents, a transporté au cours de l'année écoulée plus de 206 millions de voyageurs, soit 573 000 voyageurs par jour et exploité 122 lignes urbaines. Sur le plan industriel, La Sotra a présenté au cours du Salon de l'automobile d'Abidjan qui s'est tenu en décembre 2019, le prototype de minibus monté dans ses ateliers par ses agents. C'est un véhicule de type Iveco

Daily, qui sera assemblé en minibus de 22 places, en camions frigorifiques, en fourgons et en camions châssis. « L'aménagement des locaux techniques et la formation des agents à l'étranger étant achevés, Sotra Industries, entrera incessamment en production », a précisé Méité Bouaké.

Le renforcement du parc de la Sotra se poursuivra cette année et en début d'année 2021, avec la livraison des 3e et 4e lots d'autobus neufs.

Cette dynamique portera, à terme, le parc de la société à un volume de 2000 autobus pour environ 1.800.000 voyageurs par jour. Aussi, Un projet d'acquisition de 22 bateaux de grande capacité sera-t-il mis en œuvre au cours de cette année 2020, en même temps que Sotra Industries procèdera à la réhabilitation et à la construction de bateaux.

À l'instar de plusieurs autres structures, la Société des transports abidjanais (Sotra) était à l'agonie, en 2011, lorsque le Président Alassane Ouattara prenait effectivement les commandes de la Côte d'Ivoire. Mais grâce à sa vision et sa détermination à relever l'économie de la capitale abidjanaise, et de la Côte d'Ivoire entière,

le Chef de l'État a donné un nouveau souffle à l'entreprise d'État qui doit jouer un rôle moteur dans la mobilité urbaine à Abidjan. En décidant notamment de la dotation de 2000 nouveaux bus à l'horizon 2020, contre les quelques cent engins qu'il restait à la société au sortir de la crise post-électorale. Une décision qui est mise en œuvre depuis 2017 avec des accords signés avec des constructeurs d'autobus de référence mondiale, concrétisés depuis lors par des livraisons enchaînées d'engins. Toutes choses qui, avec d'autres actions internes, ont aujourd'hui complètement relevé la Sotra sur tous les plans ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

Accès à l'eau potable / Onep 291 milliards FCfa d'investissements en 2020

L'heure était au bilan pour l'Office national de l'eau potable (Onep) dans la commune de Cocody, 7^e tranche.

Cette structure y a fait, fin janvier, le point de ses activités au titre de l'année écoulée, mais aussi sur ses perspectives pour 2020. 291 milliards de F Cfa, c'est le montant que cette structure publique, sous tutelle du ministère de l'Hydraulique, entend investir cette année dans l'accès à l'eau potable sur tout le territoire. « Nous avons des raisons d'espérer en des lendemains meilleurs », s'est voulu rassurant le directeur général de l'Onep, Berthé Ibrahima, au cours de cette cérémonie qui a également été une occasion pour le personnel de l'Onep de présenter ses vœux de nouvel an aux dirigeants de cette structure.

Faisant le bilan de l'année écoulée, le directeur général de l'Onep a annoncé qu'en 2019, le taux d'accès à l'eau potable a franchi la barre des 82% contre 75% en 2018. De même, selon lui, ce sont 36 chaâteaux qui ont été inaugurés en milieu semi-urbain. 2019 a également été marqué par

le démarrage du vaste programme de réparation, de réhabilitation et de maintenance de 21 mille pompes villageoises lancé par le Premier ministre Aamadou Gon Coulibaly dans le Sud-Comoé, dans le village d'Etoubéti, non loin d'Aboisso. En milieu rural, ce sont 36 milliards de F Cfa qui ont ainsi été investis.

Au cours de ces dernières années, ce sont 600 milliards de F Cfa qui ont été investis dans le secteur de l'eau potable en Côte d'Ivoire. Bien qu'il y ait de remarquables améliorations dans la fourniture d'eau, Berthé Ibrahima, estime qu'il y a encore des efforts à fournir pour satisfaire l'ensemble des besoins des populations. À Abidjan, ville de plus cinq millions d'habitants, la question de la production a été résolue, à présent, c'est celle de la distribution qui pose problème dans certains quartiers. En 2020, l'objectif de l'Onep, dont le Président du conseil d'administration est Louis Habonouan, est d'atteindre 95% en matière de desserte en eau potable ■

ANOH KOUAO

Développement du marché financier de l'Umoa Le Crepmf reçoit un appui financier de 1,3 milliard de F Cfa

1,3 milliard de FCfa. C'est la somme que l'Agence française de développement (Afd) va octroyer au Conseil régional de l'épargne publique et des marchés financiers (Crepmf) de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa). Ce financement s'inscrit dans le cadre du Projet d'accélération du développement durable du marché financier régional (Pacdem) pour consolider la surveillance, la protection et l'éducation financière dans l'Umoa. La signature de la convention entre les deux entités a eu lieu le 6 février à l'hôtel Ivoire, en présence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, de plusieurs partenaires techniques et financiers ainsi que des acteurs du marché financier régional. Ce fut l'occasion pour Mamadou Ndiaye, président du Crepmf, d'exprimer la reconnaissance



Matthieu Discour, directeur régional Golfe de Guinée de l'Afd (à gauche) et Mamadou Ndiaye, président du Crepmf, ont paraphé les documents afférents à cette convention.

de l'institution qu'il dirige à l'Afd pour l'aboutissement de ce projet. « Le Crepmf se réjouit de la signature de cette convention avec l'Afd. Cet appui au marché financier régional renforcera les efforts

considérables déployés par les États de l'Umoa dans le cadre du Projet de réforme du marché et contribuera au renforcement de la sécurité de notre système financier », a indiqué Mamadou

Ndiaye. Pour l'ambassadeur de la France en Côte d'Ivoire, Gilles Huberson, en participant à cette initiative, la France conforte ainsi son soutien au secteur privé de la sous-région. Selon le diplomate français, ce projet en faveur du marché financier régional bénéficiera, en effet, aux opérateurs économiques matures capables d'y lever des financements.

De son côté, Matthieu Discour, directeur régional de Golfe de Guinée Afd, a émis le vœu que cette convention se traduise par une amélioration considérable du nombre des sociétés cotées en bourse. L'objectif final étant, a-t-il ajouté, de contribuer à la consolidation des systèmes financiers, afin d'en garantir la stabilité et d'assurer le financement pérenne des entreprises ■

DAVID YA

Union africaine

La grand-messe démarre dimanche

Le Chef de l'État est arrivé en Éthiopie où il prendra part au 33^e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation panafricaine.

Le Chef de l'État est arrivé, hier, à Addis-Abeba. Dans la capitale éthiopienne, il prend part au 33^e sommet de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine. Il a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie, Abiy Ahmed. La grand-messe des leaders africains qui démarre dimanche pour s'achever lundi a pour thème : "Faire taire les armes : créer les conditions propices au développement de l'Afrique". Les Chefs d'État et de gouvernement plancheront donc sur de nombreux sujets liés aux questions de sécurité. Notamment, comme nous l'écrivions déjà dans notre parution de vendredi, la crise en Libye, le terrorisme dans le Sahel et le conflit au Soudan du Sud. Il s'agira pour eux de trouver des voies et moyens pour que les armes ne crépent plus sur le continent pour consolider la remontée de l'Afrique. Ce continent est considéré, aujourd'hui, comme celui de l'avenir. Et pour maintenir le cap, il faut éteindre les foyers de tension. Les Chefs d'État et de gouvernement jetteront également un regard sur l'évolution de la zone de libre-échange continentale. Au cours de cette grande rencontre, le Président Alassane Ouattara présentera son deuxième rapport sur l'Agenda 2063. Rappelons qu'en janvier 2017, il avait été désigné "champion" pour le suivi et la mise en œuvre de l'Agenda 2063. Son premier rapport, il l'a fait en 2019, lors du 32^e sommet des Chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation panafricaine. Il avait invité les différents États à harmoniser leurs plans de développement pour les intégrer, dans un premier temps, dans celui des Nations unies de 2030 et ensuite par dizaine d'années jusqu'en 2063. L'Agenda 2063 est le schéma et le plan directeur visant à transformer l'Afrique en puissance mondiale de l'avenir. C'est le cadre stratégique du continent qui vise à atteindre son objectif de développement inclusif et durable. Il s'agit d'une manifestation concrète de la volonté panafricaine d'union, d'auto-



Le Chef de l'État Alassane Ouattara a été accueilli à sa descente d'avion par le Premier ministre de la République fédérale d'Éthiopie, Abiy Ahmed.



détermination, de liberté, de progrès et de prospérité collective poursuivie dans le cadre du panafricanisme et de la renaissance africaine. Mais pour le Chef de l'État,

tout commence, sauf changement de dernière minute, aujourd'hui. Après une audience avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, Antonio Gu-

terres, il se rendra au siège de l'Ua. Il prendra part à un forum de haut niveau sur l'Agenda 2063. Le thème est : "Rapports basés sur des preuves pour une réflexion

et une action collective sur l'Agenda 2063". Pour cette mission, le Chef de l'État est accompagné du ministre d'État, ministre de la Défense, Hamed Bakayoko,

du secrétaire général de la Présidence, Patrick Achi; des ministres Ally Coulibaly et Souleymane Diarrassouba. ■

ÉTIENNE ABOUA

ENVOYE SPÉCIAL À ADDIS-ABEBA

Présidentielle 2020

Koné Sourou promet un scrutin apaisé et transparent

Rédonner confiance dans les élections aux Ivoiriens, écoutons-les», Tel était le thème du panel organisé par le National Democratic Institute (Ndi) en partenariat avec l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), le mercredi 5 février 2020, à l'Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody. L'objectif de ce panel qui a réuni des acteurs politiques, des membres de la société civile, des institutions et des citoyens, est de contribuer à renforcer la confiance des Ivoiriens dans les élections de 2020. A cette occasion, Koné Sourou, le 1^{er} vice-président de la Cei, a rassuré l'opinion sur le bon déroulement des jeux électoraux. "Nous travaillons d'arrache-pied et avons une haute conscience de notre responsabilité vis-à-vis de la Côte d'Ivoire et des Ivoiriens. Nous sommes confiants.



Le premier vice-président de la Cei, Koné Sourou (à gauche), assure que la présidentielle de 2020 sera apaisée et transparente.

Alors, je dirai à la population que les élections seront apaisées et transparentes. D'ailleurs, qu'elle oublie définitivement ce qui s'est passé en 2011 », a-t-il conseillé. Koné Sourou a également expliqué le processus du

code électoral et la mise en place des organes locaux et internationaux.

«Nous avons déjà installé les commissions électorales locales qui sont en charge de l'organisation du scrutin. Nous avons élu les membres

du bureau. Ils sont prêts à travailler dans le cadre de la révision de la liste électorale que nous préparons activement.

Et très bientôt, nous allons installer les commissions électorales des représenta-

tions diplomatiques, parce que les Ivoiriens de l'étranger ont aussi le droit de voter à l'élection présidentielle», a-t-il expliqué.

Le commissaire de la Cei a rappelé que son institution dispose d'un délai maximum de 15 jours pour mener à bien le processus de révision de la liste électorale sur toute l'étendue du territoire national couverte par 10 000 bureaux de vote.

Il a saisi cette opportunité pour exhorter la jeunesse à s'impliquer dans tout le processus électoral. « Nous demandons à la jeunesse de s'impliquer dans ce scrutin parce qu'il s'agit de leur avenir », a-t-il insisté. Pour Christophe Kouamé, président de Civis-Côte d'Ivoire, l'idéal est de former les citoyens, les membres des partis et groupements politiques, toutes tendances confondues, à la citoyenneté. ■

JEAN BAVANE KOUIKA

Programme du mérite international

Le Prince Edward décerne des médailles à 60 jeunes

Une cérémonie de récompense a eu lieu, hier, en présence du représentant légal du mérite international à la salle de conférences du ministère des Affaires étrangères au Plateau.

Ils ont été honorés par le Prince Edward d'Angleterre pour avoir réussi les épreuves du programme du mérite international de la jeunesse. Ces jeunes, au nombre de 60, de la commune de Port-Bouët, ont donc reçu, hier, des médailles des mains du Prince et des autorités ivoiriennes lors d'une cérémonie à la salle de conférences du ministère des Affaires étrangères au Plateau.

Le Prince Edward a félicité les récipiendaires pour les efforts consentis qui leur ont valu ce mérite et cet hommage. « Vous êtes maintenant dans le cercle des anciens méritants. Marchez la tête haute car vous méritez ces distinctions. Je vous encourage à faire en sorte que votre attitude motive les autres », a lancé le benjamin de la Reine d'Angleterre aux jeunes décorés. Prince Edward, représentant du mérite international à travers le monde, a remercié parents, amis et encadreurs de ces jeunes pour les conseils



Une soixantaine de jeunes ivoiriens ont été distingués après avoir passé avec succès les épreuves du programme du mérite international. (PHOTO : JOSÉPHINE KOUADIO)

et actions mises en œuvre pour les former.

Bilé Déborah, porte-parole des récipiendaires, a salué le Prince d'Angleterre et les au-

torités étatiques pour les médailles et les certificats qu'ils leur ont remis. Pour elle, c'est la reconnaissance du sacrifice fait dans le cadre de ce

programme qui se résume à l'expédition ou au voyage d'aventure et à l'altruisme au service communautaire. Bilé Déborah a indiqué que

l'objectif recherché à travers cette action est de contribuer à promouvoir les valeurs de discipline, d'engagement, d'excellence et de travail,

au sein de la jeunesse. « Ce programme permet d'acquérir des connaissances dans plusieurs domaines. Il permet aussi le développement personnel et l'aptitude d'ordre pratique », a-t-elle ajouté.

Le ministre du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, ainsi que son collègue de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, Mamadou Touré, étaient aux côtés du Prince Edward pour honorer ces jeunes. Le secrétaire d'État chargé du service civique, Siaka Ouattara, également présent à cette cérémonie, a soutenu que « le mérite international à travers le développement personnel, l'auto-dépendance, la persévérance ainsi que l'esprit de responsabilité, constitue un programme favorable à la transformation des adolescents et des jeunes ».

Il a invité les récipiendaires à avoir des comportements exemplaires et à servir de modèle.

KANATE MAMADOU

● Tête-à-tête entre Kablan Duncan et Son Altesse royale

Le vice-Président, Daniel Kablan Duncan, a accordé une audience à Son Altesse royale le Prince Edward, président du Conseil du programme de l'Ordre du mérite international. Dans la mi-journée d'hier, les deux personnalités se sont entretenues au Palais de la Présidence, au Plateau, en présence d'une forte délégation composée, entre autres, de Andrew Aspden, secrétaire particulier du Prince; Joséphine Gauld, ambassadeur de la Grande-Bretagne en Côte d'Ivoire; Dramane Zangré, directeur national du Bureau du mérite, pour ce qui est de la délégation hôte. Quant à la partie ivoirienne, elle comptait les ministres Marcel Amon Tanoh des Affaires étrangères, Fofana Siandou du Tourisme et des Loisirs, Danho Paulin Claude des Sports, Mamadou Touré de la Promotion de la jeunesse et de l'Emploi des jeunes, le secrétaire d'État chargé du Service civique, Siaka Ouattara et bien d'autres personnalités de haut rang. Le Prince Edward est à Abidjan depuis le 6 février. Il est le président international du



Le vice-Président de la République a échangé avec le Prince britannique. (PHOTO : PORO DAGNOGO)

Programme de l'Ordre du mérite international. Organisation de développement pour la jeunesse dont l'âge est compris entre 14 et 24 ans.

Ce programme fondé par son père, le Duc d'Edimbourg (époux de la Reine Élisabeth II du Royaume-Uni), compte plus de 30 mille jeunes inscrits à travers le monde. Il leur permet de s'ouvrir à de nouveaux horizons, d'ac-

quérir des connaissances et de développer des compétences civiques et intellectuelles.

Le processus est sanctionné par une médaille et un certificat internationalement reconnu et signé par le Duc d'Edimbourg à tous les participants qui réussissent aux différentes activités. Notamment les voyages d'aventure ou d'expédition, les explorations, les aptitudes et loisirs

sportifs. Son Altesse royale le Prince Edward du Royaume-Uni, Comte de Wessex (né Edward Antony Richard Louis, le 10 mars 1964), est un membre de la famille royale britannique.

Il est le quatrième et dernier enfant de la Reine Élisabeth et du Prince Philippe. Depuis le 6 mai 2019, il est 11e dans l'ordre de succession au trône britannique.

HERVE ADOU

● L'adhésion massive des jeunes ivoiriens saluée

Inscrit en bonne place dans l'agenda de sa visite de travail en Côte d'Ivoire, Son Altesse royale le Prince Edward a rendu visite, hier, aux populations de Port-Bouët, commune siège du programme du Mérite international de la jeunesse.

L'hôte de marque a, en sa qualité de président international de l'Ordre du mérite international, salué l'engagement des autorités ivoiriennes pour la mise en œuvre dans le pays de ce programme de développement des jeunes de 14 à 24 ans, auquel sont déjà inscrits plus de 30 000 volontaires.

« La Côte d'Ivoire peut être très fière, parce qu'elle occupe le premier rang des pays francophones africains et est quatrième dans le monde parmi les États partie prenante au programme », a déclaré le dernier fils de la Reine Élisabeth II du Royaume-Uni. Il a expliqué que le concept du Mérite international de la jeunesse repose sur quatre axes majeurs qui sont l'altruisme, l'aptitude et l'intérêt, le loisir sportif et le voyage d'aventure. Le Mé-

rite international, dans les pays où il a été adopté, prépare, en marge du système éducatif, le jeune à réussir à vie et sa carrière professionnelle.

Le programme permet au volontaire d'aller au-delà de ses limites personnelles et de maîtriser sa personnalité. Puis à s'ouvrir à de nouveaux horizons, se faire de nouvelles connaissances et développer des compétences civiques et interculturelles. Il est couronné par une médaille et un certificat international signé par le Duc d'Edimbourg.

Le maire de Port-Bouët, Sylvestre Emmou, a dit sa fierté de recevoir dans sa commune l'un des héritiers du trône britannique, le Comte de Wessex. Il a rappelé que Port-Bouët est, depuis 1989, le berceau du programme du Mérite international de la jeunesse. Il a pris l'engagement de pérenniser et de valoriser davantage l'initiative en Côte d'Ivoire.

Sylvestre Emmou a profité de la solennité de l'événement pour faire du Prince britannique, Citoyen d'honneur de sa commune.

GERMAIN GABO

Management de la qualité

Le laboratoire central de la police certifié Iso 17025

La direction du laboratoire central de la police a reçu officiellement son certificat d'accréditation.

Les efforts consentis par la direction du laboratoire central de la police (Dlcp) dans la mise en place d'un système de management de la qualité, conformément aux normes internationales, ont fini par payer. En effet, la Ddp certifiée Iso 17025 en novembre 2019, a reçu officiellement son certificat d'accréditation, le jeudi 6 février 2020, au cours d'une cérémonie organisée à cet effet dans ses locaux, à Vridi. C'est devant un parterre d'invités constitués du personnel et de la haute hiérarchie de la police nationale, des ambassadeurs et organismes internationaux accrédités en Côte d'Ivoire, que le directeur de cabinet du ministre de la Sécurité et de la protection civile, Benjamin Effoli, représentant son supérieur le ministre Vagondo Diomandé, a pris la parole pour saluer les efforts de la police consentis dans le management de la qualité.

« Je félicite le personnel du laboratoire qui, de par ce travail, vient d'inscrire ce ser-



Le directeur de cabinet du ministre Vagondo Diomandé recevant l'accréditation des mains du Saoc. (PHOTO : J. B. KOUIKA)

vice sur la liste restreinte et très enviable des laboratoires accrédités en Côte d'Ivoire, mais surtout qui en fait le premier laboratoire de la police scientifique accrédité dans la sous-région », s'est-il réjoui. Poursuivant, il a indiqué que

cette accréditation traduit le bon niveau de fiabilité et d'impartialité des résultats du laboratoire. Par ailleurs, il a fait remarquer que la Côte d'Ivoire, qui croit à l'État de droit, compte sur sa police scientifique pour

contribuer au maintien de cet État de droit. Heike Thiele, directrice en charge de la prévention des crises civiles et de la stabilisation, au nom de la coopération allemande, a félicité la police ivoirienne pour son professionnalisme. Et

d'expliquer que la certification de la police scientifique fait de ce service le seul laboratoire de police en Afrique de l'Ouest à opter pour les analyses des laboratoires certifiés selon les normes internationales. Akabrou Ibrahim, directeur

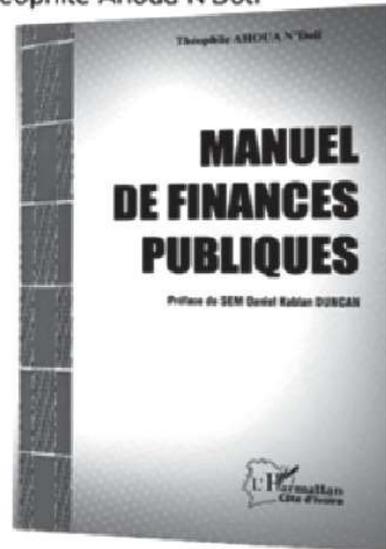
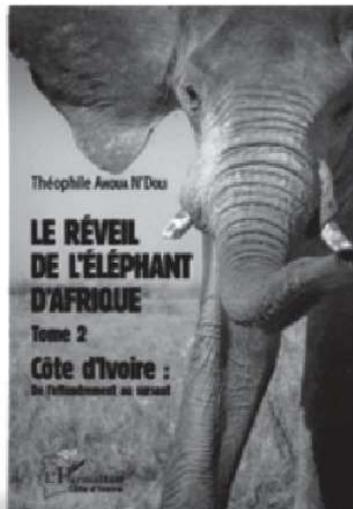
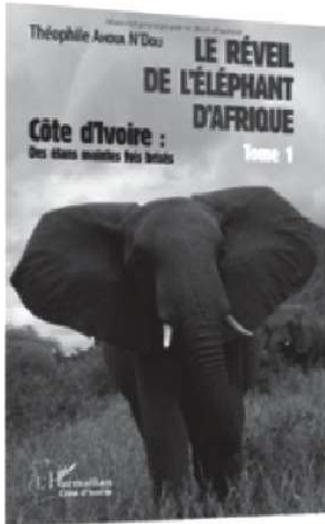
du laboratoire central de la police, a tenu à remercier le gouvernement et la coopération allemande pour tous leurs efforts consentis dans leur course à l'accréditation. Marcel Gbaguidi, directeur général du Système ouest-africain d'accréditation (Saoc), pour sa part, a indiqué que l'accréditation du laboratoire de la Dlcp est une réponse concrète de la Côte d'Ivoire et au-delà de la Cedeao, dans la lutte contre le trafic de drogue dans la sous-région. Il faut souligner que la Ddp est l'une des trois directions centrales de la direction générale adjointe chargée de la police scientifique (Dga-cps). Elle a été créée en mai 2007 et a pour mission d'effectuer, à l'aide des moyens techniques et scientifiques, des examens, recherches et analyses demandés par les magistrats, les services de police ou de gendarmerie et toutes autres autorités qualifiées en vue d'apporter la preuve scientifique d'une infraction. ■

JEAN BAVANE KOUIKA

ECONOMIE ET FINANCE PUBLIQUE

AHOUA N'Doli Théophile publie

« Le Réveil de l'Éléphant d'Afrique Tome I et Tome II » et « Manuel de Finance Publique », trois ouvrages publiés par l'Inspecteur Général d'État, Théophile Ahoua N'Doli aux éditions L'Harmattan.



DISPONIBLES A LA LIBRAIRIE DE FRANCE

Gare internationale d'Abidjan Le projet piétine, ferrailleurs et vendeurs de bétail se réinstallent sur le site

Plus de six ans après la pose de la première pierre, la superficie dédiée à l'infrastructure à Adjamé demeure un vaste champ de broussaille recolonisé, par endroits, par des individus menant diverses activités.

Une vaste étendue d'une vingtaine d'hectares de broussailles. À l'intérieur, un espace vide transformé en aire de sport. Un peu plus loin, un parc à bétail. On y vend des bœufs, des moutons, des cabris et même des dromadaires. Des ferrailleurs et vendeurs de pièces de rechange et de pneus d'occasion y ont également réélu domicile. Le site de la Gare internationale d'Abidjan, à l'ex-casse d'Adjamé, ressemble aujourd'hui à un champ abandonné, à la merci du premier venu. Le projet, dont la pose de la première pierre a eu lieu le 25 juillet 2013 en présence du Chef de l'État, et dont les travaux ont été lancés le 7 octobre 2015 par le ministre des Transports, Gaoussou Touré, bat de l'aile.

Cette ambitieuse initiative, qui visait à doter la métropole abidjanaise d'une infrastructure de transport moderne, fonctionnelle et facile d'accès pour les usagers, n'est plus que l'ombre d'elle-même. En plus de six ans, le projet n'a pas évolué d'un iota. Adamo, un vendeur de pièces détachées squattant le site, note que c'est un gâchis. « Après avoir chassé les ferrailleurs qui étaient ici, si on avait planté du cacao, on serait en train de faire de bonnes récoltes », ironise-t-il. À son avis, les autorités nationales ont été bernées par des promoteurs véreux qui leur ont fait croire qu'il fallait absolument déplacer la casse. « Allez plus loin sur le terrain, vous verrez que des individus à l'intérieur font de grands feux pour brûler des câbles électriques en vue de récupérer le cuivre ou l'étain. Si le terrain était occupé, ils n'allaient pas s'adonner à cette activité douteuse », renchérit le voisin d'Adamo, sans toutefois



Des individus s'adonnent à des activités douteuses sur l'espace envahi en partie par la broussaille.

décliner son identité. A une centaine de mètres, des individus devisent sous des tentes. Ce sont des vendeurs de bétail. Ils attendent la clientèle. Le parc est impressionnant. L'un d'eux explique qu'ils étaient sur l'autre versant de la grande voie menant à Abobo, du côté de Williamsville. « On est venu ici parce que l'espace est plus grand. C'était la brousse et il y avait des délinquants et des bandits dans la zone. Nous avons ramené la sécurité. Les voleurs ne se hasardent pas à nous attaquer », fait savoir notre interlocuteur. Celui qui est présenté comme responsable des vendeurs, le dénommé Alai s'est voulu très peu prolix sur le sujet. « C'est la mairie qui nous

installés ici. Adressez-vous à elle », s'est-il borné à répondre. Toutes les tentatives pour l'amener à en dire

avantage sont restées vaines. A côté du parc à bétail, des ferrailleurs et des mécaniciens sont à la tâche. Ils

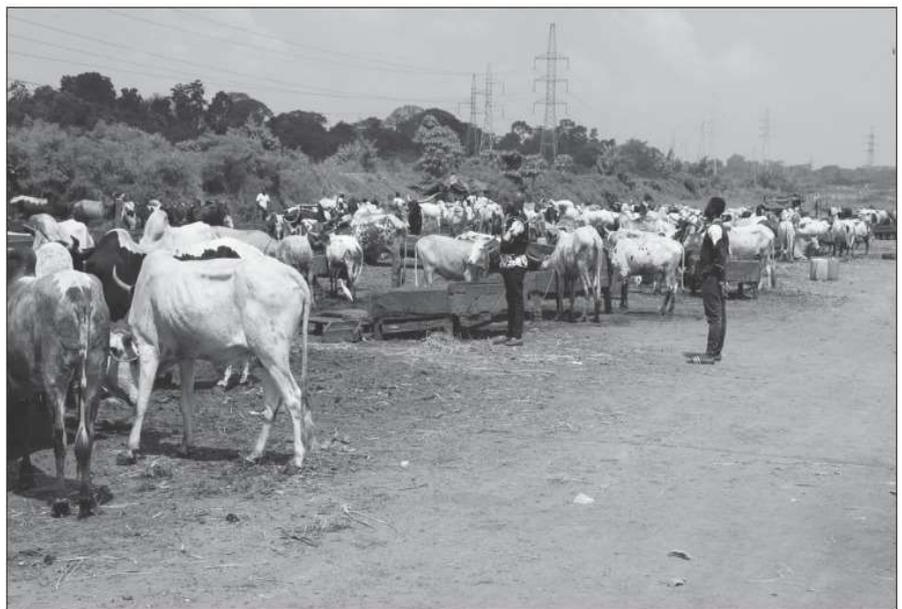
avaient été déguerpis en 2013, mais ils ont recolonisé le site. « Nous étions à la casse ici. On a été obli-

gés de partir en raison des travaux de la nouvelle gare internationale d'Abidjan. On a attendu cinq ans avant de revenir parce que rien n'a été fait. Si on nous dit que les travaux démarrent demain, nous allons plier bagage aujourd'hui », assure un mécanicien.

Pour lui, à défaut d'une gare, l'État et la mairie peuvent permettre aux ferrailleurs de se réinstaller en les organisant et en leur imposant des types de magasins qui tiennent compte de la propreté de l'environnement et de la beauté du cadre de vie.

Awa Koné, tenancière d'un restaurant en plein air, souhaite, quant à elle, que les autorités municipales d'Adjamé réorganisent l'activité sur le site. « Que ce soit une gare routière ou une casse, nous on veut juste qu'on nous aide à vendre dans de meilleures conditions. S'il y a un projet pour ce site, qu'on le réalise le plus tôt possible. Afin qu'on ne soit plus dans la crainte d'être déguerpis à tout moment et qu'on mène nos activités en toute sécurité », préconise-t-elle ■

GERMAIN GABO



Des vendeurs de bétail se sont installés sur le site avec un impressionnant cheptel. (PHOTOS SYLLA YACOUBA)

COMMUNIQUÉ

La Roseraie

informe son aimable clientèle de la fermeture de son magasin du 3 bd. Achalme à Marcory

• Les assurances du ministre Amadou Koné



certain nombre d'études soient reprises. Ces études ont été reprises. Le Bureau national d'études techniques et de développement (Bnetd) a été mandaté par l'État de Côte d'Ivoire pour travailler à la validation des études d'avant-projet définitif », a révélé le ministre. Précisant que cela a été fait au mois de novembre 2019. « Il a été demandé que nous déplaçons les réseaux qui sont sur le site afin de mettre le terrain à disposition. C'est ce qu'il revenait à l'État de faire. Lors du déplacement des réseaux souterrains, certains qui n'avaient pas été signalés ont été découverts. Aujourd'hui, la quasi-totalité des réseaux ont été déplacés », a poursuivi Amadou Koné. Avant d'ajouter que ces travaux ont engendré des dépenses supplémentaires pour le gouvernement ivoirien. Des surcoûts qui n'avaient pas été prévus au budget de l'État en 2019. « Nous sommes en train de travailler à régler ces dépenses au premier trimestre de cette année, pour que l'entreprise promotrice ait pleinement le terrain pour faire son travail », a rassuré le ministre ■

Le ministre des Transports, Amadou Koné, espère encore en la réalisation de la Gare internationale d'Abidjan. Il a évoqué le sujet lors d'un entretien accordé, récemment, à *Fraternité Matin*. Le patron du département des Trans-

ports a fait savoir, en sa qualité de tutelle du projet, qu'il a été confié à un privé pour son exécution. « L'état a, dans le même ordre, concédé l'exploitation à la même entreprise. Cette dernière est en discussion avec des banques. Qui ont exigé qu'un

GERMAIN GABO

• Les contours d'un projet à repenser...

D'un coût initial de 47 milliards de Fcfa, la Gare internationale d'Abidjan, que devait construire la Société africaine d'investissements et d'infrastructures (Sa2i), filiale du groupe Dennis, peine à sortir de terre. Le projet a été conduit par une convention de type BOT (de l'anglais : Built, Operate, Transfer), le 24 avril 2013 avec l'État de Côte d'Ivoire, représenté par le ministre des Transports. Le promoteur avait la charge de financer à 100 pour 100 la réalisation de la gare en échange d'une licence d'opérateur et de gestionnaire du site d'une durée de 25 ans. La gare routière interurbaine d'Abidjan devait avoir la capacité d'accueillir aux heures de pointe 500 véhicules. Soit 9000 voyageurs par heure et environ 25 millions de voyageurs par an. Au lancement des travaux, le 7 octobre 2015, le ministre des Transports d'alors, Gaoussou Touré, avait rassuré que cette nouvelle gare routière «ultra-moderne», serait un

«hub régional de référence en termes de transport». Il avait aussi promis que l'infrastructure serait opérationnelle en 2017. Le ministre Amadou Koné, qui a succédé à Gaoussou Touré au département des Transports, avait également accordé jusqu'à fin 2018 au nouveau promoteur désigné, le groupe marocain Jacobs Engineering Sa (Jesa), pour le démarrage des gros œuvres de la Gare interurbaine. Ce délai n'a, non seulement, pas été tenu, mais la succursale ivoirienne du groupe a été fermée dans le premier trimestre de 2019. «Aux termes des délibérations en date du 3 janvier 2019, dont le procès-verbal a été enregistré à Abidjan le 21 février 2019 au registre S.S.P, Vol.01 F°01 04 Bord.48/06, le conseil d'administration de la société Jacobs Engineering SA International a décidé de la radiation de la succursale en Côte d'Ivoire, dénommée Jesa West Africa et immatriculée sous le numéro CIABJ-2017-B-154 », lit-on dans l'annonce légale pour

avis de fermeture de succursale publiée par le cabinet Mondon Conseil International Conseils Juridiques et Fiscaux, le 28 mars 2019. Malgré les tentatives de relance du projet, il n'y a toujours pas, à ce jour, l'ombre d'une brique sur le terrain. Presque tous les riverains, interrogés sur le sujet, soutiennent que la gare internationale n'est qu'un leurre. « Avec l'expérience de la gare d'Abobo, je suis convaincu qu'un tel projet, qui va coûter de nombreuses taxes supplémentaires aux transporteurs, ne va pas prospérer », argue Georges Kouassi. Abdoul souhate, quant à lui, que les ambitions du projet soient revues à la baisse. « On peut dégager la plateforme pour en faire un site de stationnement des gbaka ralliant les communes d'Abobo, de Yopougon et de Cocody à Adjamé », propose-t-il. Il suffit, toujours selon lui, de mieux organiser le trafic et de mettre fortement l'accent sur la sécurité des usagers ■

G. G.

Opération "Agir pour les jeunes"

174 millions de F Cfa pour 656 porteurs de projets à Marcory



Le ministre Mamadou Touré a appelé les jeunes bénéficiaires à rembourser les montants reçus pour la pérennité du projet.

Un peu plus de 174,3 millions de Fcfa. C'est le montant qui a été réparti entre 656 jeunes porteurs de projets de la commune de Marcory, sélectionnés dans le cadre de l'opération "Agir pour les jeunes 2". Les bénéficiaires ont reçu leurs chèques, des mains du ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mamadou Touré. C'était en présence du maire de Marcory, Aby Raoul, et du ministre de la Ville et maire de Treichville, Albert François Amichia, président de la cérémonie. Les montants reçus varient de 100 000 à 1 000 000 de Fcfa. Ils sont donnés sous forme de prêts

remboursables sur une période de 12 mois à un taux de 10,5 pour 100. Mamadou Touré a indiqué que cette deuxième phase de l'opération "Agir pour les jeunes" cible 19500 porteurs de projets sur toute l'étendue du territoire national. Elle est dotée d'une enveloppe globale de 10 milliards de Fcfa. L'initiative, selon lui, s'inscrit dans la mise en œuvre de l'axe 4 du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020) portant sur l'emploi des jeunes et l'autonomisation des femmes. Elle vise à favoriser l'insertion des jeunes par l'entrepreneuriat. Le ministre de la Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes a insisté sur les

dispositions prises par le gouvernement pour garantir la transparence de la sélection des bénéficiaires. « Personne n'a été choisi sur la base de son appartenance politique, religieuse ou ethnique », a-t-il relevé. Il a demandé aux jeunes dont les projets vont bénéficier d'un financement d'être les ambassadeurs de l'opération "Agir pour les jeunes" dans leurs quartiers respectifs. Pour la prochaine remise de chèques aux porteurs de projets prévue en juin 2020, Mamadou Touré a annoncé 633,35 millions de Fcfa. Ce montant sera dédié à la commune de Marcory pour 1408 jeunes ■

GERMAIN GABO

• Soumahoro Farikou, maire d'Adjamé : « La difficulté n'est pas à notre niveau »

Soumahoro Farikou, maire de la commune hôte de la gare internationale d'Abidjan sur le site de l'ex-casse, ne croit plus en la viabilité du projet. Le premier magistrat d'Adjamé, donnant son avis sur le sujet, samedi dernier, à l'occasion de l'opération "Grand ménage" organisée par le ministère de l'Assainissement et de la Salubrité (Minass) dans la zone, a soutenu que les travaux de la gare internationale n'ont pas démarré parce que le promoteur, un privé, n'arrive pas à tenir son cahier des charges. « La difficulté n'est pas à notre niveau. C'est un projet gouvernemental. L'opérateur a une convention avec l'État de Côte d'Ivoire. Depuis près de six ans, l'espace est inoccupé, il est devenu un nid de bandits. Nous avons écrit au gouvernement pour lui demander de nous céder le site afin que tous les "gbaka" qui desservent notre commune y stationnent et pour qu'on y construise un marché », fait-il savoir. Soumahoro Farikou se dit



d'ailleurs convaincu qu'il sera impossible de bâtir une gare internationale sur l'espace dédié. « En dessous, il y a les tuyaux de la Sodoci. Ça m'étonnerait qu'un tel projet puisse prospérer à cet endroit

», explique-t-il. Avant d'ajouter qu'il a reçu et échangé avec le promoteur. Ce dernier, visiblement, ne peut pas exécuter le projet. ■

G. GABO

Campagne de commercialisation de la noix de cajou

Le ministre Kobénan Adjoumani donne le top départ

Pour cette année, le gouvernement a fixé le prix minimum obligatoire bord champ à 400 FCfa le Kg et les prix planchers obligatoire magasin intérieur et prix plancher obligatoire magasin portuaire, respectivement à 425 FCfa et 484 FCfa le Kg.

La campagne 2020 de commercialisation de la noix de cajou a officiellement été lancée depuis hier, au siège du Conseil du coton et de l'anacarde, au Plateau, en présence de la presse nationale et internationale et également du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobénan Kouassi Adjoumani. A l'occasion, le président du conseil d'administration du Conseil du coton et de l'anacarde, Ouattara Blida, a souhaité « à tous et à chacun des acteurs de la filière anacarde une campagne fructueuse, paisible et sans fuite par les frontières... ».

Le démarrage de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, intervient moins de 72 heures après le Conseil hebdomadaire des ministres du 5 février 2020. Au cours de cette rencontre, le gouvernement fixait le prix minimum obligatoire bord champ de la noix de cajou bien triée et séchée et ne comportant aucune matière étrangère à 400 FCfa le Kg. Quant au prix plancher obligatoire magasin intérieur et prix plancher obligatoire magasin portuaire, selon le Pca du Conseil du coton et de l'anacarde, ils ont respectivement été fixés à 425 FCfa



Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobénan Kouassi Adjoumani (face), a pris part à la cérémonie de lancement. (PHOTO: DR)

et 484 FCfa le Kg. « Ces prix en hausse de 25 FCfa/Kg par rapport à 2019 ont été possibles grâce à un effort de réduction du Droit unique de sortie (dus) de 7% à 5% du prix Caf, soit 37,05 FCfa/Kg contre 50,96 FCfa/Kg en 2019 », explique Ouattara Blida. Selon lui, cet effort traduit encore la volonté du gouvernement de prendre en compte des difficultés de la filière constatées au cours des deux dernières années de campagne. Une position que

partagent le ministre Kobénan Kouassi Adjoumani et le directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde, Dr Adama Coulibaly. Sur la base d'un prix Coût, assurance, fret (Caf) de référence de 1 300 Us/tonne (plus de 650 000 FCfa), le prix minimum bord champ de la campagne 2019 avait été fixé à 375 FCfa/Kg. Par rapport à 2018, ce chiffre est en baisse de 125 FCfa. Lutte contre le commerce illégal

En lançant cette campagne de commercialisation, le directeur général et le Pca du Conseil du coton et de l'anacarde, mais également le ministre de l'Agriculture et du Développement rural ont promis d'accroître la lutte contre le trafic illicite de la noix de cajou qui se déroule à certains postes frontaliers du pays mais aussi de mener la lutte contre les mauvais acheteurs. « Nous travaillons à peaufiner la stratégie de lutte. Le gouvernement

a fixé un prix. Il faudrait que nos parents fassent que ce prix soit respecté en chassant les acheteurs véreux », rappelle le ministre. « Tous ceux qui ne respecteront pas les prix seront pourchassés. Ils pourront perdre l'agrément. Nous allons redoubler d'effort pour ne pas que les produits prennent une autre destination », se veut rassurant le ministre. Cette sortie qui sonne comme un avertissement à le soutien de tout le gouvernement. D'autant plus que celui-ci a instruit, au cours du dernier Conseil hebdomadaire des ministres, les services en charge de la protection des frontières à l'effet de « prendre toutes les mesures de lutte contre la fuite » des noix de cajou par les frontières terrestres. Le Conseil a par ailleurs autorisé le Conseil du coton et de l'anacarde à prendre des mesures de lutte contre les exportations frauduleuses, allant jusqu'à la saisie et à la vente immédiate des produits saisis et instruit le ministre de la Justice à l'effet de mettre en œuvre, en relation avec le Conseil du coton et de l'anacarde, des procédures d'urgence dans l'application de l'ordonnance n°2018-437 du 03 mai 2018 portant répression de la com-

mercialisation et l'exportation illicites des produits agricoles soumis à agrément. Il y a urgence d'agir, et pour cause, selon le directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde, ce sont entre 150 mille et 200 mille tonnes de cajou qui sortent frauduleusement du pays. Cette situation entraîne, en termes de fiscalité et de parafiscalité, un manque à gagner de 17 milliards de FCfa à l'État. Premier producteur mondial de noix de cajou devant l'Inde, la Côte d'Ivoire, avec une production estimée à 761 mille tonnes en 2018, transforme à peine 10% de ce produit d'exportation. Pour cette année, l'État table sur une production de 800 tonnes. Grâce aux offensives du gouvernement, « il y a une dynamique au niveau de la transformation », selon le directeur général du Conseil du coton et de l'anacarde. L'an dernier, en effet, neuf unités industrielles ont vu le jour et fin 2020, neuf autres devraient également être opérationnelles. Ce qui permettra de franchir le seuil de 100 mille tonnes de produits transformés. En 2023, la capacité opérationnelle installée de la Côte d'Ivoire, quant à elle, franchira le cap des 500 mille tonnes.

ANOH KOUAO

Etudes d'impact environnemental

65 bureaux d'études et conseils indépendants reçoivent leur agrément

Le ministre de l'Environnement et du développement durable, Joseph Séka Séka, a procédé ce jeudi au renouvellement et à de nouvelles attributions d'agrément aux Bureaux d'Etudes (Be) et aux Consultants Indépendants (Ci). Sur 67 demandés à venir. « Afin de réglementer l'activité des bureaux d'Etudes ou de consultants indépendants, mais surtout d'améliorer la qualité des rapports qu'ils produisent, le ministre de l'Environnement a institué l'octroi d'agrément, les missions d'études aux experts avérés », a expliqué le professeur Joseph Séka Séka, soulignant que cette cérémonie, « vient mettre fin au processus de renouvellement et d'attribution



Le ministre en charge de l'Environnement a procédé à la remise d'agréments aux consultants indépendants.

des agréments lancé depuis décembre 2019 ». Et c'est pour cette raison que l'auto-

rité gouvernementale a invité les bénéficiaires à aller au-delà des gains substan-

tiels qu'ils peuvent en tirer. « Cet agrément, au-delà des bénéfices économiques

qu'il vous confère, doit traduire votre engagement à renforcer davantage vos activités, à vous inscrire dans la dynamique de la recherche de l'excellence et du travail bien fait », a-t-il conseillé. Puis de poursuivre : « Insuffler la rigueur et le professionnalisme à vos équipes afin de produire des rapports de qualité en soumettant des documents qui valorisent l'expertise nationale ». Le ministre a souhaité également, en rapport avec la direction de l'Agence nationale de l'Environnement (Ande), que les coûts des prestations soient harmonisés afin que la prise en compte des contraintes du développement durable soit accessible à tous les opérateurs économiques. Un plaidoyer qui a été salué par le président de la Chambre Ivoirienne des

Experts-conseil en Evaluations Environnementales et Sociales (Civexes). « Nous en sommes tellement conscients, que nous avons, à notre propre niveau, décidé de nous fédérer pour réglementer notre secteur d'activité afin de lui donner ses lettres de noblesse », a reconnu Namory Traoré, président de cette chambre qui a profité de cette opportunité pour inviter tous les détenteurs d'agrément à intégrer la Chambre pour une meilleure coordination des activités dans le secteur. Bien avant, la directrice de l'Ande, Madeleine Sako Sopi, a dit compter sur les consultants indépendants pour rehausser l'expertise des évaluations environnementales à un niveau de qualité en Côte d'Ivoire.

EMELINE P. AMANGOUA

Projet pêches côtières

Moussa Dosso active la collaboration avec la FAO

Le ministère des Ressources Animales et Halieutiques peut compter avec le soutien de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'Agriculture (FAO) dans la mise en œuvre de ses réformes liées au secteur de la pêche.

Lors d'un entretien que le ministre des Ressources animales et halieutiques, Moussa Dosso a eu récemment, à son cabinet avec Samy Gaiji, Représentant résident de la FaO en Côte d'Ivoire, il a été convenu que cette institution des Nations unies accompagnerait la Côte d'Ivoire sur le Projet pêches côtières. Le Représentant résident de la FaO en Côte d'Ivoire s'est félicité du fructueux partenariat entre son institution et le ministère des Ressources animales et halieutiques, notamment l'exécution du Projet initiative pour les pêches côtières

– Afrique de l'Ouest (IpcAO), dont l'objectif global vise à renforcer la gouvernance, la gestion et les chaînes de valeur de la pêche côtière. Cela, par la mise en œuvre de l'approche écosystémique des pêches, des outils internationaux pertinents et des partenariats innovants en matière de gouvernance dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Cap-Vert, Sénégal et Côte d'Ivoire).

Il a également salué l'initiative de l'élaboration et de l'adoption à venir du code de la pêche, une des priorités du ministre Moussa Dosso pour l'année 2020 avant de réitérer la contribution de son institution à poursuivre



Moussa Dosso, ministre des Ressources animales et halieutiques, (à gauche) et Samy Gaiji, Représentant résident de la FaO en Côte d'Ivoire. (PHOTOS DR)

la collaboration avec le Mirah liée à la rédaction de cet important code. Cela dénote aussi de la détermination du ministre Moussa Dosso à organiser le secteur de la pêche ainsi que les parties prenantes, à travers un cadre réglementaire et juridique.

Il faut aussi rappeler que l'Initiative pêche côtière (Ipc) est une initiative mondiale et collaborative financée par le Fonds pour l'environnement mondial (Fem), qui rassemble des agences des Nations unies et des organisations internationales de conservation de la nature. Elle vise l'amélioration de la

gestion des pêches et la protection de la biodiversité marine dans les zones côtières grâce à une meilleure gouvernance et un renforcement de la chaîne de valeur des produits de la mer. L'Ipc est mise en œuvre par la Banque mondiale, Conservation Internationale (CI), la FaO, le Pnud, le Pnue et Wwf. La réunion régionale de la FaO prévue du 23 au 27 mars au Zimbabwe a également été évoquée au cours des échanges entre le ministre Moussa Dosso et son hôte.

GERMAINE BONI

Crédit Suisse

Tidjane Thiam, victime d'une cabale, démissionne

Ce vendredi 7 février, la banque Credit Suisse a annoncé la démission de son directeur général, le Franco-Ivoirien Tidjane Thiam, qui sera remplacé par Thomas Gottstein à la tête du groupe. Tidjane Thiam quittera ses fonctions le 14 février, après la présentation des résultats annuels de la banque, a indiqué le numéro deux du secteur bancaire helvétique dans un communiqué, cité par l'Afp.

Officiellement, c'est le scandale de la friture de hauts cadres de la banque dont l'un est passé chez le concurrent UBS qui aurait éclaboussé le directeur général. Mais en réalité, indique le quotidien français Le Point, l'Ivoirien ferait les frais d'une campagne médiatique haineuse soutenue en off par des élites zürichoises qui n'ont pas vu d'un bon œil l'ascension de ce polytechnicien venu sauver le numéro 2 bancaire suisse, alors en mauvais état.

Concernant l'aura, écrit Le Point, la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) est un peu l'équivalent du Monde en Suisse alémanique. Ce quotidien conservateur a la réputation de défendre bec et ongles la place financière et notamment les deux principaux établissements bancaires, l'UBS et Credit Suisse. Mais depuis quelques mois, la NZZ redame avec constance le départ de Tidjane Thiam,

directeur général de Credit Suisse, en fonction depuis juillet 2015.

Ce Franco-Ivoirien, aujourd'hui âgé de 57 ans, dirigeait à Londres le groupe d'assurances Prudential quand il a été appelé à la rescousse de la deuxième banque de la Confédération en mauvaise posture. Depuis, Credit Suisse se porte mieux, sa masse sous gestion grimpe et le cours de son action a fait un bond de 20 % en un an. Alors que reproche-t-on à cet Africain dont la mère était une nièce de Félix Houphouët-Boigny, le premier Président de la Côte d'Ivoire et dont l'un des oncles a occupé les fonctions de Premier ministre au Sénégal ?

« Le quotidien Le Temps de Lausanne titre sobrement : « Tidjane Thiam, le banquier qui n'était pas assez suisse », rappelle Le Point. « Il est brillant, mais il ne fait pas partie des élites habituelles », déclare un observateur de la place financière. Lequel rappelle « que les Suisses n'aiment pas toujours les têtes qui dépassent ». De plus, ce Franco-Ivoirien s'exprime en anglais et en français, mais pas en allemand.

« À Zurich, on n'aime guère son côté flamboyant : Tidjane Thiam n'hésiterait pas à se déplacer en hélicoptère... Le patron de Credit Suisse ne manque pas non plus d'ennemis à l'intérieur de la banque.



Malgré de bons résultats, Tidjane Thiam se retire du Crédit Suisse le 14 février.

À commencer par le Suisse Urs Rohner, le président du conseil d'administration de Credit Suisse. Ce dernier est soupçonné d'avoir fait fuiter dans la presse, la semaine dernière, les noms des successeurs potentiels du Franco-Ivoirien.

L'Agefi, le quotidien de la finance, met encore plus les pieds dans le plat, souligne le confrère. « Le plus désolant, c'est que cette discussion ne se fonde pas sur des critères objectifs, mais qu'elle se mène sur des bases émo-

tionnelles, pour ne pas dire sur des questions d'appartenance nationale », écrit-il. Tidjane Thiam « se serait mis à dos tous ceux qui veulent que la Paradeplatz (la place dans la vieille ville de Zurich qui accueille l'UBS, Credit Suisse et la Banque nationale suisse) reste suisse. Or, la grande banque n'est vraiment plus suisse. Et ses principaux actionnaires, tous étrangers, le soutiennent ».

Le président Urs Rohner, également la cible de vives critiques, notamment de la part des actionnaires pour son manque de soutien à un directeur général pourtant crédité d'excellents résultats, a indiqué, pince-sans-rire, que Tidjane Thiam a « énormément contribué (au développement) de Credit Suisse ».

Sous sa direction, le groupe « a effectué un virage stratégique, renforcé ses fonds propres (et) réduit ses coûts et les risques », a énuméré le président du conseil d'administration. « C'est grâce à lui que la banque est de nouveau solide et a renoué avec les bénéficiaires », a ajouté le président soupçonné d'avoir fait fuiter les noms de successeurs éventuels de Thiam, dont Thomas Gottstein assurément plus suisse que l'Africain venu d'Abidjan et de Paris.

Le patron démissionnaire, qui quittera effectivement ses fonctions le 14 février, s'est contenté d'une déclaration à minima : « J'ai convenu avec le conseil d'administration que je quitterai mon poste de Dg. Je suis fier de ce que l'équipe a accompli pendant mon mandat. Nous avons transformé le Credit Suisse. Nous avons notamment développé notre principale franchise de gestion de fortune, redynamisé nos activités sur les marchés mondiaux et adopté une approche régionale sur mesure pour la couverture de la clientèle ». L'affaire « d'espionnage » qui

sert de prétexte à la « Thiam-phobie » développée par la place zurichoise trouve son origine dans le départ, l'été dernier, chez la concurrente UBS, de l'ancien directeur de la branche gestion de fortune de Credit Suisse, Iqbal Kahn. Redoutant que ce banquier star ne débâche d'ex-collaborateurs, Credit Suisse a monté une opération de surveillance, recrutant des détectives privés pour le prendre en filature. La mission a duré entre le 4 et le 17 septembre, date à laquelle Iqbal Kahn a repéré ces détectives alors qu'il circulait dans Zurich avec son épouse. Sa plainte pour menace et coercition a fait éclater l'affaire, ébranlant un milieu bancaire suisse plus habitué à la discrétion.

Les investigations menées avaient innocenté le directeur général, mais beaucoup avait déjà cru tenir le bon bout pour le débarquer. En décembre, lorsque des informations ont fait état de ce qu'un autre haut cadre de Credit Suisse avait également été espionné, les ennemis de Thiam ont accéléré la pression médiatique.

Pour obtenir, en fin de compte, le résultat espéré : le départ de Tidjane Thiam, le patron certes performant, mais qui « n'était pas assez suisse ».

VALENTIN MBOUGUENG

Axe Dimbokro-Bocanda-Ananda

Amedé Kouakou lance les travaux d'aménagement et de bitumage

Le ministre Amedé Kouakou était accompagné à cette occasion, de deux de ses collègues, fils de la région, à savoir la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Ramata Ly-Bakayoko et du secrétaire d'État chargé des Logements sociaux, Koffi N'Guessan Lataille.

Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amedé Kouakou, a apporté le 6 janvier, de la joie au peuple Agba de la région du N'Zi. En effet, il est venu lancer les travaux d'aménagement et de bitumage de la voie Dimbokro-Bocanda-Ananda, une promesse du Chef de l'État, Sem Allassane Ouattara, lors de sa visite d'État dans le N'Zi, qui se concrétise. Le ministre Amedé Kouakou était accompagné à cette occasion, de deux de ses collègues, fils de la région, à savoir la ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Ramata Ly-Bakayoko et du secrétaire d'État chargé des Logements sociaux, Koffi N'Guessan Lataille. C'est à la place publique, en face du lycée moderne de Bocanda, qu'à eu lieu en début d'après-midi, le lancement des travaux de l'axe Bocanda-Ananda. Puis, en fin d'après-midi, le cap a été mis sur Dimbokro. La durée des travaux est de 18 mois et ceux-ci seront exécutés par la société Nse-Ci, sous le contrôle du Bnetd et de



Le ministre Amedé Kouakou, entouré de ses collègues Ramata Ly Bakayoko et Koffi N'Guessan Lataille, lance les travaux du tronçon Bocanda-Ananda. (PHOTO : DR)

l'Ageroute.

20 milliards FCfa, pour le renforcement du tronçon Bocanda-Ananda.

Le ministre de l'Équipement

et de l'Entretien routier a, bien avant de donner le premier coup de pioche, reconnu que la voie Dimbokro-Bocanda-Ananda réalisée depuis 1975 avait permis de désenclaver Bocanda. Malheureusement, pendant plus de 45 ans, elle a été exploitée et s'est dégradée, devenant un frein au développement de la région. Selon lui, les travaux qui doivent démarrer dès le premier coup de pioche, en ce qui concerne le tronçon Bocanda-Ananda tradit la vision du Président de la République d'apporter le bien-être à ses parents de Bocanda. « Environ 20 mil-

liards FCfa sont prévus pour le bitumage de ce tronçon. Il est également prévu 5 km de bitume à l'intérieur de Bocanda et 3 km à Ananda. Le financement est assuré par l'État de Côte d'Ivoire », a-t-il précisé.

40 milliards FCfa pour l'axe Dimbokro-Bocanda.

Le ministre Amedé Kouakou, qui s'est rendu en fin d'après-midi à Dimbokro, a également indiqué que le tronçon Dimbokro-Bocanda a joué un rôle important dans le développement de la région, car cette voie consti-

tue un pont entre 3 régions, à savoir le N'Zi, le Bélier et l'Iffou. Pour lui, c'est un véritable outil d'échanges entre les 3 régions. « Environ 40 milliards FCfa sont prévus pour le renforcement de cette route. Le financement provient également de l'État de Côte d'Ivoire. Il est compris entre 10 km de bitume à l'intérieur de Dimbokro et 3 km dans la sous-préfecture de Djongokro », indiquera-t-il.

D'autres projets seront réalisés dans le N'Zi.

Représentant le Premier ministre Amadou Gon Couliba-

ly, le ministre Amedé Kouakou n'a pas voulu se limiter à ces travaux de renforcement de l'axe Dimbokro-Bocanda-Ananda. Il a d'abord souligné que c'est une promesse du Président de la République lors de sa visite d'État, qui se concrétise, mais a surtout rappelé les projets réalisés dans le N'Zi. Ainsi, pour la voirie, hormis le bitumage qui doit avoir lieu, 726 km de route en terre ont été reprofilées, et 550 km sont prévus pour 2020. Il n'a pas omis la réhabilitation du tronçon Dimbokro-Toumodi et celui en cours de Dimbokro-Bongouanou. En ce qui concerne l'électricité, 53 localités ont été connectées au réseau électrique, ce qui fait passer le taux de 31% à 57% de localités électrifiées. Dans le domaine de la santé, des maternités et centres de santé ont été réhabilités ou construits. Pour l'eau, un château d'eau dépendant du fleuve Comoé est prévu pour alimenter toute la région. Il a signalé dans ce domaine, la réalisation du château de la sous-préfecture de Nofou et les réparations de plusieurs pompes. Amedé Kouakou a signifié aux populations, la détermination de leurs fils qui ont tout fait pour que ce projet d'aménagement et de bitumage de l'axe Dimbokro-Bocanda-Ananda ait lieu. Il a rendu un hommage au Premier ministre et surtout au Président de la République, pour qui, il a demandé aux populations de ne pas lâcher.

EDGAR YÉBOUE

Un soulagement pour Dimbokro et Bocanda

Ce jour fait partie des dates dont les populations de Bocanda se souviendront longtemps, tel est le message poignant que le maire de la commune de Bocanda, Kramo Kouassi a adressé au ministre Amedé Kouakou. Le premier magistrat de cette cité a souligné que l'annonce du Président de la République lors de sa visite d'État le 27 septembre, en ce qui concerne le renforcement de la route Dimbokro-Bocanda-Ananda, a été un immense soulagement pour les populations. Et aujourd'hui, avec le premier coup de pioche, les désagrèments connus sur ce tronçon seront un lointain souvenir. Selon lui, le rêve de ses parents est en train de prendre forme, car les activités économiques seront redynamisées. Il a saisi l'opportunité

pour remercier le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier et surtout le Président de la République et son gouvernement conduit par le Premier ministre. Son collègue de Dimbokro, Bilé Diéméléou, a dit que c'est un grand jour, pour ses parents de Dimbokro. Et que depuis longtemps, ils attendaient ce moment. Selon lui, c'est également un soulagement pour toutes les populations, car aujourd'hui, l'un de leur plus grand rêve est accompli. En soutenant que sa localité est désormais sur la route du développement et de l'émergence, il a demandé au ministre Amedé Kouakou de traduire leurs remerciements et gratitude au Président de la République et à son gouvernement.

E. YÉBOUE

Le ministre Koffi N'Guessan Lataille (Porte-parole des populations): « La main de Ouattara est en train de nous apporter le bonheur, donc ne la lâchons pas »

Le secrétaire d'État chargé du logement social, également président du Conseil régional du N'Zi, Koffi N'Guessan Lataille, a été élogieux envers le Président de la République, Sem Allassane Ouattara qui leur apporte le bonheur. « Nous étions dans l'abîme, dans l'obscurité, sans eau, sans route. La main de

Ouattara est en train de nous apporter le bonheur, donc ne lâchons pas cette main », a-t-il conseillé à ses parents. Porte-parole des populations, il a dans ces interventions à Bocanda et Dimbokro, dit au ministre Amedé Kouakou que le peuple Agba a attendu ce moment depuis longtemps et a perdu espoir. Mais ce désespoir s'est transformé

en joie, « car quand Ouattara dit, Ouattara fait ». Et de s'adresser à ses parents en ces termes : « Votre frère Ouattara est venu lors de la visite d'État, il a vu votre souffrance, il a entendu vos cris de cœur et il a dit cette parole, qui guérit aujourd'hui ». Il a annoncé des projets prévus pour le N'Zi, dont le fait de tirer l'eau à partir de la Comoé, pour

soulager toute la région et cela à hauteur de 85 milliards de F Cfa. Il a demandé, pour terminer, à tous ses parents, d'être ensemble, pour regarder l'horizon merveilleux, qui se présente à eux, afin que leur parapluie à savoir le Président de la République, s'appuie sur eux, pour conduire le navire Ivoire.

E. YÉBOUE

Projet « Pour chaque fille, le droit à l'éducation » Le Canada octroie près de 2 milliards de Fcfa

La cérémonie de lancement du projet s'est déroulée mardi au Lycée Mamie Faitai de Bingerville, en présence de l'ambassadeur du Canada en Côte d'Ivoire.

Plus de 32 000 filles âgées de 10 à 18 ans du district d'Abidjan et de la région du Tonkpi bénéficieront d'une éducation de qualité dans un environnement adapté, grâce au projet: «Pour chaque fille, le droit à l'éducation». L'initiative est financée à hauteur de 2 milliards de Fcfa (400 millions de dollars) par le gouvernement du Canada. Le projet qui sera piloté en collaboration avec l'Unicef et le ministère ivoirien en charge de l'Éducation nationale est consacré à l'éducation des femmes et des filles en situation de crise et de conflit.

La cérémonie de lancement a été présidée, mardi, au lycée Mamie Faitai de Bingerville, par Kabran Assoumou, directeur de cabinet du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, représentant la ministre Kandia Camara. Il avait à ses côtés l'ambassadeur du Canada



Le ministère de l'Éducation nationale, l'Unicef et l'ambassade du Canada unis pour la promotion de l'éducation de la fille. (PH: DR)

en Côte d'Ivoire, Julie Shoultice et Marc Vincent, le représentant de l'Unicef en Côte d'Ivoire.

Dans sa déclaration, la diplomate canadienne a insisté sur l'urgence de réduire l'inégalité entre garçons et filles

à l'école. « En Côte d'Ivoire, plus d'une fille sur quatre ne va pas à l'école primaire. Concernant l'enseignement secondaire, seulement 25% des filles achèvent leur scolarité contre 31% chez les garçons... », s'est-elle at-

tristée. A cela, elle a ajouté que dans la région du Tonkpi, à l'ouest du pays, moins de la moitié des filles (43%) terminent le premier cycle du secondaire... C'est pourquoi la diplomate canadienne propose de «

rehausser la position des femmes dans l'économie et la société en offrant aux filles d'aujourd'hui l'opportunité de devenir les leaders de demain, au même titre que les garçons...».

D'autres volets du projet, «pour chaque fille, le droit à l'éducation», ont été relevés par Marc Vincent, le représentant de l'Unicef en Côte d'Ivoire. Selon lui, plus de 32 000 filles seront touchées directement par le projet à travers la construction de vestiaires et de latrines pour filles, la distribution de kits scolaires. Il a aussi annoncé la formation des enseignants sur la pédagogie sensible au genre, la promotion de l'enseignement des sciences et des filières technologiques. A l'en croire, l'éducation est un droit humain fondamental. Et la situation actuelle de la fille impose des actions stratégiques et à haut impact. Au nom de la ministre en charge de l'Éducation nationale, Kabran Assoumou

a rappelé les réformes en cours pour rehausser la place des femmes et des filles dans la société. La volonté de la ministre, a-t-il déclaré, « c'est de partir du postulat selon lequel chaque enfant qui apparaît est un espoir qui a une place dans la société et bien plus encore dans une école, creuset du développement ». Poursuivant, il a surtout encouragé l'initiative de l'Unicef pour sa constance dans la promotion du bien-être des enfants en Côte d'Ivoire. Le directeur de cabinet de Kandia Camara a conclu en sollicitant l'aide de partenaires face aux défis qui font obstacle à l'éducation des filles.

En Afrique, 51 millions de filles sont privées de leur droit à l'éducation. En Côte d'Ivoire, malgré des efforts importants et soutenus, 1,6 million d'enfants et d'adolescents sont en dehors de l'école, la majorité d'entre eux étant des filles ■

ISABELLE SOMAN

Epidémie de Coronavirus

Les consignes de l'Oms pour l'Afrique

A ce jour, il n'y a pas de cas confirmé en Afrique de Coronavirus; malgré plusieurs alertes, il existe une quinzaine de cas suspects en cours de surveillance au laboratoire... Pour l'Afrique, la clé reste une détection précoce, une prise en charge appropriée, avec une limitation de risques... Ces recommandations ont été faites hier par Dr Jean Marie Vianny Yameogo, Représentant pays de l'Oms en Côte d'Ivoire. C'était à la faveur de la conférence téléphonique du Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé animée, en présence de plusieurs spécialistes dont Dr Michèle Yao, en charge de la gestionnaire de programme d'opération urgence. L'objectif de ladite rencontre était de parler de la situation en Afrique du Coronavirus et de présenter les nouvelles mesures mises en place pour détecter et contenir le virus. Dans son intervention, Dr Jean Marie Vianny Yameogo a présenté les dispositions en

cours en Côte d'Ivoire pour favoriser le dépistage précoce de la maladie. Il s'agit, entre autres, des caméras thermiques calibrées en usage à l'aéroport Félix Houphouët-Bigny de Port-Bouët, pour détecter rapidement les personnes qui ont une température au-dessus de la norme. Un service d'urgence « spécial Samu » est disponible 24h/24. A cela s'ajoute, au nombre des dispositions, une équipe de veille au niveau des deux ports du pays (Abidjan et San Pedro)...

Dr Jean-Marie Vianny Yameogo a déclaré que les agents de l'Oms travaillent en étroite collaboration avec le ministère en charge de la Santé et l'Institut national de l'hygiène publique d'Abidjan pour une meilleure détection précoce, seule solution actuelle pour l'Afrique de contenir le Coronavirus, si un cas venait à se manifester. Le spécialiste de l'Oms a confié aussi qu'en termes de dispositions, il existe trois grands centres endémiques en prévision des éventuels



99% des cas de décès proviennent de la Chine. (PH: DR)

cas que l'on pourrait enregistrer sur le territoire national. Il s'agit notamment des centres endémiques de l'aéroport, de Seboko et de Bassam.

Un autre atout de la Côte d'Ivoire, a-t-il relevé, est l'Institut Pasteur. « Il a toutes les capacités techniques pour rejoindre bientôt les labo-

ratoires habilités à faire les tests de dépistage au niveau régional et même au-delà », a-t-il confié. Des informations relatives

aux symptômes du virus, au mode de contamination et aux mesures préventives (lavage des mains, éviter le contact avec les animaux vivants, bien cuire la viande) ont été apportées par Dr Michèle Yao, lors de la conférence téléphonique.

A ce jour, a-t-il fait remarquer, l'on dispose de très peu de connaissances sur le nouveau virus découvert. « Il existe très peu de connaissances en termes de manipulation du virus et en termes de vaccin pour prévenir, selon lui. Il a aussi ajouté que 99% des cas de décès sont enregistrés en Chine, le foyer primaire », soutient Dr Michèle Yao.

L'Organisation mondiale de la santé a déclaré récemment l'épidémie de Coronavirus comme «Urgence mondiale», suite à l'apparition de la maladie dans plusieurs pays notamment en Allemagne, au Japon, au Vietnam, aux Etats-Unis et en France ■

I. SOMAN

Centre régional des œuvres universitaires d'Abidjan 2,9 milliards au titre de la bourse 2018-2019 seront payés cette semaine

La cérémonie de salut aux couleurs a été l'occasion pour le Directeur général d'annoncer une bonne nouvelle aux étudiants.

A la faveur de la traditionnelle cérémonie de salut aux couleurs, Jean Blé Guirao, Directeur général du Centre régional des œuvres universitaires d'Abidjan (Crou-A1) a rassuré les étudiants que le paiement de la deuxième partie de leur bourse 2018-2019 sera programmé cette semaine. Il a profité de la présence de son hôte du jour, Célestin Koalla, directeur du logement et de l'aménagement foncier, pour évoquer les problèmes que rencontre le Crou-A1. Notamment le retard de paiement de la bourse des étudiants. Aussi, après une première enveloppe de 1,7 milliard décaissé avant les fêtes, sur instruction du Premier ministre, la seconde enveloppe estimée à 2,9 milliards doit en principe être payée cette semaine, a fait savoir Blé Guirao. Il a souligné que le Crou-A1 compte à ce jour dix cités universitaires, pour plus de 69 000 étudiants inscrits pour l'an-



Jean Blé Guirao s'adressant à ses hôtes lors de la cérémonie de salut aux couleurs. (PH: DR)

née 2019-2020. Il a profité de la cérémonie pour informer ses hôtes que la Côte d'Ivoire a obtenu la présidence mondiale des Crou francophones, par l'entremise d'Issiaka Bamba, directeur du Crou de Daloa. Ainsi que la trésorerie générale adjointe au niveau de la gestion mondiale des

Crou, qui est revenue à Mme Kouassi N'Goran, directrice générale du Crou de Bouaké. Quant à lui, il a été élu questeur au niveau mondial des Crou francophones. « Cela veut dire que le système éducatif ivoirien est maintenant reconnu », a-t-il dit avant de féliciter les étudiants pour les efforts qu'ils

ont fait ces derniers temps concernant l'accalmie à l'université. Blé Guirao a, par ailleurs, annoncé à ces derniers que l'Afrique de l'Ouest francophone (Aof) a d'importants projets pour eux en 2020. « Dans le cadre des 50 ans de la Francophonie, qui se dérouleront à Paris, l'Aof veut faire un échange

d'étudiants, des agents des Crou pourront également aller en formation ».

Dans la foulée, il a dit aux étudiants que l'année 2020 est une année spéciale, mais ils n'ont pas à s'inquiéter. « Concentrez-vous sur vos études, n'écoutez pas les oiseaux de mauvais augure. Il n'y aura rien en 2020, continuez à travailler ».

L'hôte spécial de Blé Guirao, Célestin Koalla, est allé dans le même sens. Cela, après avoir félicité le Dg du Crou-A1 pour son élection en qualité de questeur mondial. « Quand on occupe un poste pour son pays et que de temps en temps on a l'occasion de voyager, on se rend compte de l'importance de ce qu'est l'image de son pays à l'étranger ». Aussi a-t-il exhorté les étu-

diants au travail, car eux aussi peuvent représenter leur pays à l'étranger par la qualité de leurs diplômes, acquis en Côte d'Ivoire. Parlant du nombre important de diplômés qui n'ont pas accès à l'emploi, il a encouragé ces derniers à s'engager dans l'entrepreneuriat. Car, la plupart des grands pays qui se sont développés ne se sont pas bâtis avec les fonctionnaires. Mais, plutôt avec le secteur privé. Puis, il a demandé la liste des employés du Crou-A1 qui ont besoin d'un logement. Parce qu'en réalité, il a été convié à cette cérémonie de salut aux couleurs par Blé Guirao parce que ce dernier nourrit l'ambition de voir son personnel être propriétaire d'un lieu d'habitation. ■

MARIE-ADELÈ DJIDJÉ

Violences faites aux femmes

L'Ong Zonta International offre un centre d'écoute aux femmes de Gesco



Les femmes de Gesco saluent ce geste de l'Ong. (PH : DR)

Les femmes de Gesco, dans la commune de Yopougon, peuvent pousser un ouf de soulagement.

La formation de santé urbaine et communautaire de ce quartier vient de bénéficier d'un financement de 3000 dollars US (environ 1785 000 F Cfa) de l'Ong Zonta International pour la réalisation d'un centre d'écoute, de sensibilisation et d'orientation des femmes violentées. Ce bâtiment en construction situé en plein cœur du centre communautaire de Gesco, va servir de cadre pour recevoir les femmes en situation de violence, qui sont blessées moralement, psychologiquement et physiquement. Madame Bonnel Marie-Louise, chef du projet, se réjouit de la concrétisation de ce projet. « Lorsque cette opportunité s'est offerte au club d'Abidjan, nous l'avons conceptualisé selon les orientations du Zon-

ta International et toutes les règles de conception d'un projet. Et maintenant, il faut l'exécuter », a-t-elle indiqué, à l'occasion d'une campagne de sensibilisation le 3 février au centre de santé communautaire de Gesco. Satisfaction totale également pour Kouassi Rose Lima, gestionnaire de la formation de santé urbaine et communautaire de Gesco. « Je tiens à dire merci à l'Ong Zonta International. Son arrivée est salubre, parce que à Gesco, nos femmes souffrent beaucoup. Il fallait que ce club arrive pour éveiller les consciences, nous éclairer sur certains points. Six (6) sous-quartiers précaires de Gesco ont déjà reçu la visite du Zonta club d'Abidjan accompagné d'un psychologue et d'un juriste pour la phase de sensibilisation autour du thème : Violences faites aux femmes. ■

SERGE N'GUESSANT

Renforcement du système Lmd La mise en place d'un réseau internet en cours

La création d'un environnement propice au bon fonctionnement du système Licence Master Doctorat (Lmd) pour l'amélioration de la qualité de l'offre de la formation supérieure est tributaire d'un espace numérique dédié. Dans ce contexte, l'État de Côte d'Ivoire et l'État français, dans le cadre de l'exécution du Contrat de désendettement et de développement (C2d), ont jugé utile de mettre sur pied un Réseau ivoirien de télécommunication pour l'enseignement et la recherche à l'horizon 2022 (Riter-2022). Au cours d'un atelier, le 4 février, à l'École nationale de statistique et économie appliquée (Ensea), les parties prenantes ont échangé sur l'opérationnalisation effective du projet qui vise à développer le service Wifi du Riter, afin de le rendre fonctionnel d'ici 2022. Pour Hugues Kouadio, directeur général de l'Ensea, c'est un sujet très important pour lequel l'État de Côte d'Ivoire a démarré le déploiement depuis 2012. Ceci, afin de fédérer les infrastructures de



Le conseiller technique du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (au centre) a ouvert les réflexions en présence du représentant de l'ambassade de France (à droite) et du Dg de l'Ensea.

télécommunications pour la recherche et l'éducation pour améliorer les performances des institutions de recherche supérieures. C'est donc, dit-il avec joie, avec ce nouveau dispositif que le secteur éducation-formation entrera dans de nouvelles perspectives de modernisation du système d'enseignement. Parce que le Riter devrait permettre, in fine, la mobilité des élèves et étudiants, des

enseignants et du personnel administratif ; la démocratisation et l'accès à l'information pour un meilleur partage du savoir ; la mutualisation des ressources pédagogiques et de recherche et l'amélioration de la qualité de la formation et de la recherche, etc. Le directeur général de l'Ensea marque son entière adhésion au projet, encourage les différents acteurs intervenant dans le

processus d'opérationnalisation et félicite le gouvernement ainsi que son partenaire technique et financier pour l'initiative novatrice.

Patrice Thévier, conseiller de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France, fera savoir que le Riter est un beau projet ambitieux et important parce qu'il ne peut pas avoir l'application du système Lmd sans avoir un accès à internet haut débit. La mise en œuvre du projet est donc imminente pour que la Côte d'Ivoire, qui a basculé dans le système Lmd depuis de nombreuses années, puisse entrer dans sa phase pratique complète. C'est pour cette raison que le conseiller technique du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, N'Goh Bakayoko, a précisé que la seule attente du ministre, à ce jour, est « l'opérationnalisation et l'effectivité du Riter ». Les spécialistes devront donc décliner les différentes étapes qui devraient permettre qu'en 2022, le Riter soit une réalité. ■

HERVÉ ADOU